

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1699

10 juin 2016

### SOMMAIRE

AB Acquisitions Luxco 9 S.à r.l. ....	81509	Coal Energy S.A. ....	81510
Aero-Flux S.à r.l. ....	81508	Coal Energy S.A. ....	81511
Aero-Flux S.à r.l. ....	81507	Corning Luxembourg S.à r.l. ....	81511
AMP Capital Investors (CLH No. 1) S.à r.l. .....	81508	Crèche Nanny Mc Fee s.à r.l. ....	81511
Am Wenkel S.à r.l. ....	81508	Crédit Agricole Réassurance S.A. ....	81550
Am Wenkel S.à r.l. ....	81508	Herbalux S.à r.l. ....	81543
Ascoma Luxembourg ....	81512	Kensington UK Office (Crewe) S.à r.l. ....	81545
Assistance à la GESTION EVENCE MAR- CHAND LUXEMBOURG S.A. ....	81507	LM Equity S.A. ....	81552
Assistance à la GESTION EVENCE MAR- CHAND LUXEMBOURG S.A. ....	81507	Lock Syndication S.C.A. ....	81552
Athalia VI ....	81512	Lynxis S.A. ....	81543
Athalia VI B ....	81511	NDT Operations Germany S.à r.l. ....	81548
Athalia Vi Infra ....	81512	Rue de la Paix 15 S.à r.l. ....	81514
AZA Technology S.C.S. ....	81512	Sapinda Invest Services S.à r.l. ....	81533
Bamboleo S.A. ....	81510	Vrucht Holding S.A. ....	81508
Banque Degroof Luxembourg S.A. ....	81510	Yachting Management S.A. ....	81506
BANQUE DEGROOF PETERCAM LUXEM- BOURG S.A. ....	81510	Yachting Management S.A. ....	81507
Banyan ....	81509	Yamatu S.à r.l. ....	81507
Batiram S.à r.l. ....	81513	Yolande Coop ....	81507
Batiram S.à r.l. ....	81513	ZEN High-Tech S.A. ....	81506
Bureau de Gérances René Kitzler S.à r.l. ....	81508	ZEN High-Tech S.A. ....	81509
Cazelia ....	81510	ZG & Golugi S.A. ....	81506
CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR ....	81513	ZG & Golugi S.A. ....	81506
		Zhelezniak Investments S.à r.l. SPF ....	81506
		Zoetho S.A. ....	81506
		ZXY Luxembourg Investment S.à r.l. ....	81509

**ZEN High-Tech S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 104.070.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090474/9.  
(160058759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**ZG & Golugi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1238 Luxembourg, 7, Bisserwee.  
R.C.S. Luxembourg B 137.409.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090476/9.  
(160058552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**ZG & Golugi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1238 Luxembourg, 7, Bisserwee.  
R.C.S. Luxembourg B 137.409.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090477/9.  
(160058553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Zhelezniak Investments S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 155.802.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090478/9.  
(160058650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Zoetho S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 178.357.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090479/9.  
(160058875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Yachting Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.  
R.C.S. Luxembourg B 151.335.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090470/9.  
(160058640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Yamatu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 8, rue de Beggen.  
R.C.S. Luxembourg B 196.983.

Le siège social de la société est transféré au 8 rue de Beggen L-1220 Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090469/9.  
(160058778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Yachting Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.  
R.C.S. Luxembourg B 151.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090471/9.  
(160058641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Yolande Coop, Société Coopérative.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 33, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 113.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090472/9.  
(160058762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**LUXAGEM, Assistance à la GESTION EVENCE MARCHAND LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 47.819.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090517/9.  
(160059388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**LUXAGEM, Assistance à la GESTION EVENCE MARCHAND LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 47.819.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090518/9.  
(160059389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Aero-Flux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3250 Bettembourg, 18, rue Klensch.  
R.C.S. Luxembourg B 106.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090543/9.  
(160059783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Aero-Flux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3250 Bettembourg, 18, rue Klensch.  
R.C.S. Luxembourg B 106.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090544/9.  
(160059790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Am Wenkel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8081 Bertrange, rue de Mamer.  
R.C.S. Luxembourg B 99.085.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090553/9.  
(160059782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Am Wenkel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8081 Bertrange, rue de Mamer.  
R.C.S. Luxembourg B 99.085.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090554/9.  
(160059789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**AMP Capital Investors (CLH No. 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 850.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 141.774.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090555/9.  
(160059698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Vrucht Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 159.516.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090458/9.  
(160058718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Bureau de Gérances René Kitzler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8058 Bertrange, 3, Beim Schloss.  
R.C.S. Luxembourg B 83.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016090599/9.  
(160059787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**ZEN High-Tech S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 104.070.

—  
*Extrait de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 06 avril 2016*

Les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

- Renouvellement des mandats de deux administrateurs: Monsieur Marc BRAMI, demeurant à 14, rue des Prunelles, L-5639 Mondorf les Bains et Monsieur Eric BLAIR, demeurant à MC-98000 Monaco, 20 Boulevard de France jusqu'à l'assemblée statutaire de 2021;

- Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes: la société LE COMITIUM INTERNATIONAL SA, 15-17, Avenue Guillaume L-1651 Luxembourg, (RCS B83527), jusqu'à l'assemblée statutaire de 2021.

Le Conseil d'Administration réuni le même jour a décidé de renouveler le mandat de l'administration délégué Monsieur Marc BRAMI demeurant à 14, rue des Prunelles, L-5639 Mondorf les Bains pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc BRAMI

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2016090473/19.

(160058758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**ZXY Luxembourg Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 176.087.

—  
Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090480/10.

(160058810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**AB Acquisitions Luxco 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.  
R.C.S. Luxembourg B 180.688.

—  
Les comptes consolidés de Walgreens Boots Alliance, Inc. au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016090539/11.

(160059885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Banyan, Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 246.000,00.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.  
R.C.S. Luxembourg B 76.957.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue en date du 10 Mars 2016 que:

- L'assemblée a décidé d'accepter la démission de Maître Daniel PHONG en tant que dépositaire professionnel en charge de la tenue du registre des actions.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2016090582/14.

(160059443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Bamboleo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 105.183.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 10 mars 2016*

1. L'Assemblée accepte les démissions en tant qu'administrateurs de catégorie A, de Monsieur Ernesto Lejeune Valcàrel, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 6-1 Legazpi, E-20004 San Sebastian et de Monsieur Enrique Vallejo Inchausti, avec adresse professionnelle au 6-1 Legazpi, E-20004 San Sebastian avec effet au 10 mars 2016.

2. L'Assemblée nomme avec effet au 10 mars 2016 en remplacement de l'administrateur démissionnaire Ernesto Lejeune Valcàrel, la société Lux Business Management S.à r.l., avec siège social au 40, avenue Monterey, L-2163, Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016090580/17.

(160059305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**BANQUE DEGROOF PETERCAM LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,  
(anc. Banque Degroof Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 25.459.

*Extrait du Conseil d'Administration du 26 novembre 2015*

Il résulte des délibérations et décisions du Conseil d'administration tenu au siège social le 26 novembre 2015, que:

Le Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises de la société KPMG Audit établie et ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, pour une période d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2017.

Référence de publication: 2016090581/12.

(160059551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Coal Energy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 154.144.

Il est à noter que Mademoiselle Gwenaëlle, Bernadette, Andrée, Dominique Cousin et Monsieur Jacob Mudde, ont démissionné de leur fonction d'administrateurs de Classe B avec effet au 10 avril 2016 de la société Coal Energy S.A., sise au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154144.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016090612/16.

(160059470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Cazelia, Société Anonyme.**

Siège social: L-7526 Mersch, 5, allée John W. Leonard.  
R.C.S. Luxembourg B 147.139.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016090606/9.

(160059394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Coal Energy S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 154.144.

Le siège social de la société anonyme Coal Energy S.A., sise au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154144 a été dénoncée avec effet au 10 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016090613/14.

(160059595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Corning Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 180.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 de la Société Corning Luxembourg S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Corning Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2016090616/11.

(160059686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Crèche Nanny Mc Fee s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8264 Mamer, 22, rue Roudewee.

R.C.S. Luxembourg B 168.766.

Il résulte d'une cession de parts sociales intervenue le 29 mars 2016 que le capital est désormais détenu comme suit:

- Yasmine AZZOUZI, éducatrice, demeurant à B-6860 Leglise, 80, rue de Luxembourg, 100 parts sociales (soit 100 % du capital);

La société prend également acte du changement d'adresse de Madame Yasmine AZZOUZI, gérant, demeurant à B-6860 Leglise, 80, rue de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Yasmine AZZOUZI

*Gérant*

Référence de publication: 2016090617/15.

(160059224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Athalia VI B, Société Civile.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg E 5.584.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 18 mars 2016, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Maximilien Dambax, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

2. Nomination de Sandra Legrand, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090566/14.

(160059700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---



**Ascoma Luxembourg, Société Anonyme.****Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue JF Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 128.564.

Nous vous informons que Monsieur Anthony Stevenson, Administrateur et Administrateur-Délégué de la SA ASCOMA LUXEMBOURG depuis le 6 décembre 2013, demeure désormais à l'adresse suivante:

- 1, rue des Romains - L-8284 Kehlen - Grand-Duché du Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Hervé Husson

*Le Président du Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2016090562/13.

(160059332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Athalia VI, Société Civile.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg E 5.582.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 18 mars 2016, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Maximilien Dambax, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

2. Nomination de Sandra Legrand, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090565/14.

(160059699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**Athalia Vi Infra, Société Civile.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg E 5.616.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 18 mars 2016, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Maximilien Dambax, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

2. Nomination de Sandra Legrand, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090567/14.

(160059702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---

**AZA Technology S.C.S., Société en Commandite simple.**

R.C.S. Luxembourg B 186.447.

Suivant lettre recommandée du 17 mars 2016 à la société AZA TECHNOLOGY S.C.S., société à responsabilité limitée, 6 place de Nancy L-2212 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 186.447, le siège de la société est dénoncé avec effet au 17 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

*Pour la société*

ABAX Trust

Référence de publication: 2016090571/13.

(160059169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

---



**Batiram S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4410 Soleuvre, 12, Zone Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 134.590.

- En vertu de l'acte de cession de parts du 17 mars 2016,

Madame Marie MEDELA, née le 03/11/1964 à BANDE (Espagne), employée, demeurant à 4 Impasse des Abeilles 57390 REDANGE (France), a transféré 50 parts sociales détenues dans la société à Madame Christel DIDIER, esthéticienne, née le 26/04/1986 à Metz (France), demeurant au 44 rue de l'Amitié 57535 Marange-Silvange (France).

Les associés de la société sont à présent:

Madame Christel DIDIER .....	50 Parts Sociales
Monsieur Jordan MEDELA .....	30 Parts Sociales
Monsieur Ramon MEDELA .....	20 Parts Sociales

Fait à Livange, le 17 mars 2016.

*Le gérant*

Référence de publication: 2016090583/17.

(160059220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

**Batiram S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4410 Soleuvre, 12, Zone Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 134.590.

*Première résolution*

L'assemblée décide de révoquer:

- Madame MEDELA Marie, née le 03/11/1964 à BANDE (Espagne), demeurant au 4, impasse des Abeilles 57390 REDANGE (France), de sa fonction de gérante administrative.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de révoquer

- Monsieur MEDELA Ramon, né le 20/12/1973 à ROMBAS (France), demeurant au 29 route de Malancourt 57120 ROMBAS, de sa fonction de gérant technique.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de nommer:

- Monsieur MEDELA Ramon, né le 20/12/1973 à ROMBAS (France), demeurant au 29 route de Malancourt 57120 ROMBAS, à la fonction de gérant unique pour une durée indéterminée.

Fait à Livange, le 22 mars 2016.

*L'administrateur*

Référence de publication: 2016090584/21.

(160059220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

**CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 134.839.

Il résulte des résolutions datées du 20 octobre 2015, que la totalité des parts sociales de la Société détenues par Carlyle Numericable Partner I, L.P. et Carlyle Numericable Partner II, L.P. ont été rachetées et annulées.

En conséquence, Carlyle Numericable Partner I, L.P. et Carlyle Numericable Partner II, L.P. ont cessé d'être associées de la Société à compter du 20 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016090629/16.

(160059673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

**Rue de la Paix 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 200.742.

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of March.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung, a company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Kapstadtring 8, D-22297 Hamburg, Germany, registered with the Commercial Register B of the District Court of Hamburg (Handelregister B des Amtsgerichts Hamburg) under number HRB 12891, acting for the account of Best Value Europe I, a German Open Ended Real Estate Spezial-AIF incorporated under the law of Germany (the “Sole Member”);

here represented by Mr. Gérald STEVENS, lawyer, residing professionally at 3b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung is the Sole Member of Rue de la Paix 15 S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) having its registered office at 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 200.742, incorporated by a deed enacted by Maître Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains on October 6, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Company”);

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

*Agenda*

1. Change of the registered office of the Company to 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange and subsequent amendment of articles 2.1 of the articles of association of the Company to read as follows:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.

2. Deletion of article 3.3. of the articles of association of the Company and subsequent renumbering of the articles 3.4, 3.5 and 3.6 of the articles of association of the Company;

3. Amendment of article 8.2.vi of the articles of association of the Company to read as follows:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”;

4. Amendment of articles 5, last paragraph, 15.2 and 16.2 of the articles of association of the Company to read as follows:

**Art. 5. Last paragraph, definition of “Units”.** ““Units” means each share of the Company, having a par value of ten Euro (EUR 10) each”.

**Art. 15.2.** “The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

All the distributions shall be made in accordance with the following order:

- the holders of class A Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the par value of the class A Units held by them, then,
- the holders of class B Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the par value of the class B Units held by them, then,
- the holders of class C Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the par value of the class C Units held by them, then,
- the holders of class D Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the par value of the class D Units held by them, then,

- the holders of class E Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the class E Units held by them, then,
- the holders of class F Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the class F Units held by them, then,
- the holders of class G Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the class G Units held by them, then,
- the holders of class H Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the class H Units held by them, then,
- the holders of class I Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the class I Units held by them, then,
- the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J units, then if no Class J units are in existence, Class I units and in such continuation until only Class A units are in existence).

Should the whole last outstanding class of Units (by reverse alphabetical order, e.g. Class J Units) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Units in the reverse alphabetical order (e.g. Class I Shares if Class J Units has been cancelled)”.

**Art. 16.2.** “After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions”.

5. Revision of the articles of association of the Company in order to replace the French version by a German version; and

6. Any other business.

#### *First resolution*

The Sole Member resolved to change the registered office of the Company to 1, rue Pletzer in L-8080 Bertrange and to amend subsequently article 2.1. of the articles of association of the Company to read as follows:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.

#### *Second resolution*

The Sole Member resolved to delete article 3.3. of the articles of association of the Company and to subsequently renumber articles 3.4, 3.5 and 3.6 into articles 3.3, 3.4 and 3.5 of the articles of association of the Company.

#### *Third resolution*

The Sole Member resolved to amend article 8.2.vi of the articles of association of the Company to read as follows:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”.

#### *Fourth resolution*

The Sole Member resolved to amend articles 5, last paragraph, 15.2 and 16.2 of the articles of association of the Company to read as follows:

**Art. 5. Last paragraph, definition of “Units”.** ““Units” means each share of the Company, having a par value of ten Euro (EUR 10) each”.

**Art. 15.2.** “The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

All the distributions shall be made in accordance with the following order:

- the holders of class A Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the par value of the class A Units held by them, then,
- the holders of class B Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the par value of the class B Units held by them, then,

- the holders of class C Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the par value of the class C Units held by them, then,
- the holders of class D Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the par value of the class D Units held by them, then,
- the holders of class E Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the class E Units held by them, then,
- the holders of class F Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the class F Units held by them, then,
- the holders of class G Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the class G Units held by them, then,
- the holders of class H Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the class H Units held by them, then,
- the holders of class I Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the class I Units held by them, then,
- the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J units, then if no Class J units are in existence, Class I units and in such continuation until only Class A units are in existence).

Should the whole last outstanding class of Units (by reverse alphabetical order, e.g. Class J Units) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Units in the reverse alphabetical order (e.g. Class I Shares if Class J Units has been cancelled)".

**Art. 16.2.** "After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions".

#### *Fifth resolution*

The Sole Member resolved, in consideration of the before resolution, to replace the French version of the articles of association of the Company by a German version to be read as follows:

### **I. Name - Eingetragener Sitz - Gegenstand - Dauer**

**Art. 1. Name.** Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) ist „Rue de la Paix 15 S.à r.l.“ (das „Gesellschaft“). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) (société à responsabilité limitée), die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“) und dieser Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

#### **Art. 2. Eingetragener Sitz.**

2.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft liegt in der Gemeinde Bertrange, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Vorstands (der „Vorstand“) verlegt werden. Der eingetragene Sitz kann an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Vorschriften handeln, verlegt werden.

2.2. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Vorstands gegründet werden. Wenn der Vorstand feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Vorfälle eingetreten sind oder bevorstehen, und dass diese Entwicklungen oder Vorfälle die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die gewöhnliche Kommunikation zwischen solch einem Büro und Personen im Ausland stören könnten, kann der eingetragene Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Beendigung dieser Umstände ins Ausland verlegt werden. Diese zeitweiligen Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der temporären Verlegung ihres eingetragenen Sitzes eine in Luxemburg eingetragene Gesellschaft bleibt.

#### **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1. Die Gesellschaft ist eine Immobiliengesellschaft gemäß §§ 234 ff. des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches (KAGB) und unterliegt daher den Bestimmungen des KAGB. Der Gesellschaftszweck ist beschränkt auf diejenigen Aktivitäten, welche die HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung („HANSAINVEST“) im Namen des alternativen Investmentfonds mit feststehenden Investitionsregeln mit Schwerpunkt auf Immobilienvermögen mit dem Namen „Best Value Europe I“ („der Fonds“) ausüben darf.

Der Gesellschaftszweck besteht daher im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Immobilien, die von der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gemäß §§ 231 ff. KAGB sowie gemäß den Investmentregeln des Fonds erworben werden können, und im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Beteiligungen an anderen Immobiliengesellschaften gemäß §§ 234 ff. KAGB, deren Ziel auf diejenigen Aktivitäten beschränkt ist, welche die HAN-

SAINVEST im Namen des Fonds gemäß dem deutschen Kapitalanlagegesetzbuch (KAGB) sowie den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds ausführen darf.

3.2. Die Gesellschaft kann in Übereinstimmung mit § 235 Abs. 1 Nr. 2 und § 231 Abs. 3 KAGB Waren erwerben, die für die Verwaltung ihres Gesellschaftsvermögens benötigt werden. Der Erwerb von Immobilienvermögen ist nur gestattet, wenn die Beteiligung an Immobilienvermögen zuvor von (einem) kompetenten Sachverständigen, der von HANSAINVEST benannt wurde, bewertet wurde. Der Erwerb einer Beteiligung an einer Immobiliengesellschaft ist des Weiteren nur gestattet, wenn die Beteiligung zuvor von einem Wirtschaftsprüfer gemäß 319 Abs. 1 des deutschen Handelsgesetzbuchs (HGB) bewertet wurde.

3.3. Die Gesellschaft kann, innerhalb der Beschränkungen des KAGB, in jedweder Form Geld leihen, mit Ausnahme eines öffentlichen Kaufangebots. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann sie nur im Wege einer Privatplatzierung Schuldscheine, Obligationen, Pfandbriefe und jede Art von Schulden bzw. Beteiligungspapiere herausgeben. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann die Gesellschaft Beteiligungen an Krediten erwerben bzw. Gelder verleihen einschließlich der Erlöse von Anleihen bzw. Herausgabe von Schuldverschreibungen an ihre Tochterunternehmen, verbundene Unternehmen oder an jedes andere Unternehmen, das einen Teil der Unternehmensgruppe bildet, zu der die Gesellschaft gehört. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, ist es der Gesellschaft gestattet, Kredite aufzunehmen und zu halten sowie Wertpapiere als Sicherheiten (auch in der Form eines Sicherheitenrechts oder einer Grundstückslast) zum beabsichtigten Erwerb von Vermögenswerten zu verwenden.

3.4. Die Gesellschaft kann jegliche Techniken und Instrumente in Bezug auf seine Investitionen zum Zweck von deren effizienten Verwaltung einsetzen, einschließlich Techniken und Instrumente, die ausgelegt sind, die Gesellschaft gegen Risiken, wie z.B. Kreditrisiken, Währungsumtausch, Zinsrisiko und andere Risiken zu schützen.

3.5. Die Gesellschaft kann alle Geschäftstransaktionen durchführen und alle Maßnahmen ergreifen, die im Hinblick auf das Erreichen des oben detailliert beschriebenen Zwecks erforderlich sind, insofern diese gemäß KAGB und den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds gestattet sind.

#### **Art. 4. Dauer.**

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund von Tod, Außerkraftsetzung der bürgerlichen Rechte, Unfähigkeit, Insolvenz, Bankrott oder ähnlichen Anlässen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen, aufgelöst.

## **II. Gesellschaftskapital - Gesellschaftsanteile**

#### **Art. 5. Kapital.**

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft wird auf vierzehntausendvierhundert Euro (14,400 Euro) festgesetzt, vertreten durch:

- Eintausendzweihundertsechzig (1.260) Klasse-A-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-A-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-B-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-B-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-C-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-C-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-D-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-D-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-E-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-E-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-F-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-F-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-G-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-G-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-H-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-H-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-I-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-I-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-J-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-J-Anteile“);

wobei alle einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück haben und jeweils gezeichnet und voll eingezahlt sind.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann ein oder mehrere Male durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen handeln, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.2.1. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch den Rückkauf oder die Annullierung von Anteilen reduziert werden, vorausgesetzt, dass diese Annullierung die Gesamtheit der herausgegebenen Anteile in einer oder mehreren Klassen der Einheiten betrifft. Solche Rückkäufe oder Annullierungen von Anteilsklassen sind in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge vorzunehmen (beginnend mit den Klasse-J-Anteilen).

Im Fall einer Herabsetzung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer Anteilsklasse erhalten die Halter der zurückgekauften und annullierten Anteilsklassen von der Gesellschaft den Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Klasse, die von ihnen gehalten wird und die zurückgekauft und annulliert wurden, entspricht.

5.2.2. Der Annullierungswert pro Anteil ist durch Division des Gesamtannullierungsbetrags durch die Anzahl der in der Anteilsklasse, die zurückgekauft und annulliert wird, enthaltenen Anteile zu ermitteln.

5.2.3. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der Betrag, der vom Vorstand auf Basis der relevanten Zwischenabschlüsse festgelegt und von den Gesellschaftern genehmigt wird. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der verfügbare Betrag der



relevanten Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Annullierung der relevanten Anteilsklassen, soweit die Generalversammlung, die im Einklang mit den für die Satzungsänderung vorgeschriebenen Bestimmungen handelt, nichts anderes beschlossen hat. Dies jedoch unter der Voraussetzung, dass der Gesamtannullierungsbetrag niemals höher sein darf als der verfügbare Betrag.

5.2.4. Nach dem Rückkauf und der Annullierung der Anteile der betreffenden Anteilsklasse wird der Annullierungswert pro Anteil fällig und ist von der Gesellschaft zu zahlen.

5.3. Zusätzlich zum Stammkapital kann eine Einzahlung auf das Agio getätigt werden, auf das jegliche Agiozahlung für jeglichen Anteil angerechnet wird. Der Betrag des besagten Agios steht, je nach Situation, den Gesellschaftern oder dem Vorstand zur freien Verfügung.

Für die Zwecke dieses Artikels 5 werden die nachstehenden Wörter wie folgt definiert:

- „Verfügbare Betrag“ bezeichnet (ohne Doppelzählung) den Betrag der Nettogewinne, die einer Anteilsklasse der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträge) zugeordnet werden kann, insofern die Gesellschafter, die Anteile von der besagten Anteilsklasse halten, einen Anspruch auf Dividendenausschüttung haben, zuzüglich (i) aller frei ausschüttbarer Reserven (zur Klarstellung: dazu zählt auch die Agiorücklage) und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Stammkapitalherabsetzung und der Minderung der gesetzlichen Rücklagen, die sich auf die Anteilsklasse bezieht, die annulliert wird, sofern diese Herabsetzung den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht, abzüglich (i) aller Verluste (einschließlich Verlustvorträge) und (ii) aller Summen, die gemäß den gesetzlichen Anforderungen oder gemäß Satzung in die Rücklage(n) eingestellt werden müssen, jedes Mal wie in den relevanten Zwischenkonten ausgewiesen (zur Klarstellung: ohne Doppelzählung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wodurch:

AA = Verfügbarer Betrag;

NP = Nettogewinn, der der Anteilsklasse zuzurechnen ist (einschließlich Gewinnvorträge gemäß Festlegung für die relevante Anteilsklasse);

P = alle frei ausschüttbaren Reserven;

CR = der Betrag der Herabsetzung des Stammkapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Reserve in Bezug auf die zu annullierende Anteilsklasse soweit das den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht;

L = Verluste (einschließlich Verlustvorträge);

LR = alle Summen, die gemäß den Anforderungen des Gesetzes oder der Satzung in die Rücklage(n) einzustellen sind.

- „Annullierungsbetrag pro Anteil“ bezeichnet den Annullierungsbetrag pro Anteil, der an einen Gesellschafter einer zurückgekauften und annullierten Anteil zu zahlen ist.

- „Zwischenkonten“ bezeichnet die Zwischenkonten der Gesellschaft zum Datum des relevanten Zwischenabschlusses.

- „Datum des Zwischenabschlusses“ bezeichnet das Datum, frühestens acht (8) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der relevanten Anteilsklassen.

- „Gesamtannullierungsbetrag“ bezeichnet den als Rückkaufpreis für alle Anteile einer Anteilsklasse, die zurückgekauft und annulliert werden sollen, zu zahlenden Gesamtbetrag.

- „Anteile“ bezeichnet jeden Anteil des Unternehmens, der einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück hat.“

## **Art. 6. Gesellschaftsanteile.**

6.1. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil an. Im Fall des gemeinsamen Eigentums eines oder mehrerer Gesellschaftsanteils(e), müssen die Gesellschafter einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil benennen.

6.2. Gesellschaftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

Wenn die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei auf Dritte übertragbar.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, bedarf die Übertragung von Gesellschaftsanteilen (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Genehmigung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals repräsentieren.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte von Todes wegen muss von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel (3/4) der Rechte, die im Besitz der Hinterbliebenen sind, repräsentieren, genehmigt werden.

Die Übertragung eines Gesellschaftsanteils ist der Gesellschaft oder Dritten gegenüber nur entgegenzuhalten innerhalb der Beschränkungen der Klausel 6.5 und sofern eine Zustellung an die Gesellschaft oder die Genehmigung der Gesellschaft in Einklang mit Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuchs erfolgt ist.

6.3. Ein Gesellschafterregister wird am eingetragenen Sitz aufbewahrt und kann von jedem Mitglied auf Nachfrage eingesehen werden.

6.4. Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile zurückkaufen, vorausgesetzt dass die Gesellschaft ausreichend ausschüttbare Rückstellungen für diesen Zweck zur Verfügung hat oder wenn die Rücknahme aus einer Herabsetzung des Stammkapitals der Gesellschaft resultiert.

6.5. Insofern und solange die Beteiligungen der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gehalten werden, ist eine Verfügung über Aktien (oder über einen Teil derselben), die der HANSAINVEST gehören, nur zulässig mit der vorherigen Genehmigung des von HANSAINVEST gemäß §§ 80 ff. KAGB für den Fonds benannten Verwahrers (§ 84 Abs. 1 Z. 5 KAGB) (der „Verwahrer“). Dasselbe gilt für jede Belastung von Anteile, die Gewährung von Unter-Beteiligungen an einem Anteil und die Verfügung über gesonderte Rechte und Forderungen aus dem Gesellschaftsverhältnis. Zusätzlich bedürfen Verfügungen über das Vermögen der Gesellschaft der Genehmigung des Verwahrers.

### III. Geschäftsführung - Vertretung

#### Art. 7. Ernennung und Entlassung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführer(n) geleitet, die durch einen Beschluss der Gesellschafter, welche deren Amtsdauer festlegen, ernannt werden. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können durch einen Beschluss der Gesellschafter jederzeit entlassen werden (mit oder ohne Grund).

**Art. 8. Vorstand.** Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, dann bilden sie den Vorstand (den „Vorstand“). Der/die Gesellschafter kann/können entscheiden, die ernannten Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer (die „Kategorie-A-Geschäftsführer“) und Kategorie-B-Geschäftsführer (die „Kategorie-B-Geschäftsführer“) zu qualifizieren.

#### 8.1. Befugnisse des Vorstands

(i) Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder gemäß Satzung für den/die Gesellschafter reserviert sind, fallen unter die Zuständigkeit des Vorstands, der alle Befugnisse hat, alle Handlungen und Tätigkeiten, die mit den Gesellschaftszweck in Einklang stehen, auszuführen und zu genehmigen.

(ii) Spezielle und begrenzte Befugnisse können für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Vertretern des Vorstands übertragen werden.

(iii) Der Vorstand kann von Zeit zu Zeit seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Ad-Hoc-Vertreter, der/die kein/e Mitglied/er oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen, delegieren. Der Vorstand legt die Befugnisse, Pflichten und Entlohnung (falls zutreffend) ihres/ihrer Vertreter/s, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere relevanten Bedingungen seiner/ihrer Vertretung fest.

#### 8.2. Verfahren

(i) Der Vorstand trifft sich auf Anfrage eines Geschäftsführers, an dem in der Einberufung genannten Ort, der grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg liegt.

(ii) Eine schriftliche Mitteilung über jede Vorstandssitzung wird an alle Geschäftsführer mindestens vierundzwanzig (24) Stunden im voraus an alle Geschäftsführer verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Besprechung dargelegt werden.

(iii) Eine Einberufung ist nicht erforderlich, wenn alle Vorstandsmitglieder zugegen oder vertreten sind und wenn sie erklären, dass sie vollständige Kenntnis der Tagesordnung der Besprechung haben. Auf eine Einberufung der Sitzung kann auch von einem Geschäftsführer, entweder vor oder nach der Sitzung, verzichtet werden. Separate schriftliche Einberufungen sind nicht erforderlich für Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die in einem zuvor vom Vorstand angenommenen Zeitplan angegeben sind.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Vorstandssitzungen vertreten zu lassen.

(v) Der Vorstand kann nur beraten oder rechtskräftig handeln, wenn bei Vorstandssitzungen eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist, einschließlich mindestens eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben. Entscheidungen sind durch Mehrheitsbeschluss der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu treffen, einschließlich der Stimme von mindestens einem Kategorie-A-Geschäftsführer und der Stimme von einem Kategorie-B-Geschäftsführer im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben.

(vi) Bei jeder Sitzung wählt der Vorstand einen Präsidenten aus seinen Mitgliedern, und gegebenenfalls einen Sekretär. Der Sekretär, oder wenn kein Sekretär ernannt wurde, der Präsident verfasst das Protokoll der Sitzung welches durch den Präsidenten und den Sekretär oder, wenn kein Sekretär ernannt wurde, durch den Präsidenten und einen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Gegebenfalls werden die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters von ihm/ihr auch schriftlich verfasst und unterzeichnet. Kopien und Auszüge von solchen Originalprotokollen die in Prozessverfahren oder an Dritte geliefert werden müssen werden, wie es der Fall sein kann, vom Präsidenten und vom Sekretär oder von einem Geschäftsführer falls kein Sekretär ernannt wurde, oder durch den alleinigen Gesellschafter unterzeichnet.

(vii) Jeder Geschäftsführer kann an einer Vorstandssitzung per Telefon oder Videokonferenz oder über ein anderes Kommunikationsmedium teilnehmen, das allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme über diese Medien gilt als persönliche Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung. Die Sitzung wird mit dem Datum der Abhaltung datiert. Die Entscheidung wird mit dem Datum der Abhaltung der Sitzung wirksam. Das Protokoll wird von dem Geschäftsführer, der über diese Medien an der Sitzung teilgenommen hat, später unterzeichnet.



(viii) Umlaufbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterschrieben sind (die „Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer“) sind gültig und verbindlich, als ob diese bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung gefasst worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

### 8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers oder die gemeinsame Unterschrift eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers der Gesellschaft vertreten, für den Fall, dass der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben, oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von jeder/allen Person/en, an die solch eine Unterschriftsvollmacht rechtsgültig gemäß den Artikeln 8.1 (ii) und 8.3 (ii) dieser Artikel übertragen worden.

(ii) Das Unternehmen wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen vom Vorstand spezielle Befugnisse übertragen worden sind, vertreten.

### Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer.

9.1 Wenn die Gesellschaft von einem einzigen Geschäftsführer geführt wird, dann ist jede Bezugnahme in der Satzung auf den Vorstand oder auf die Geschäftsführer als Bezugnahme auf diesen alleinigen Geschäftsführer zu lesen, soweit angemessen.

9.2. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers gebunden.

9.3. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen spezielle Befugnisse übertragen worden sind, gebunden.

### Art. 10. Haftung der Geschäftsführer und Entschädigung.

10.1. Die Geschäftsführer können nicht, aufgrund ihres Mandats, persönlich haftbar gemacht werden für von ihnen rechtmäßig im Namen des Unternehmens eingegangene Verpflichtungen, vorausgesetzt, dass diese Verpflichtungen den Statuten und dem Gesetz entsprechen.

10.2. Gemäß Artikel 10.3, aber unbeschadet der Entschädigung auf die ein jeweiliger Geschäftsführer anderweitig ein Anrecht hat:

(a) Ist jeder betroffene Geschäftsführer aus dem Vermögen der Gesellschaft schadlos zu halten für alle Kosten, Gebühren, Verluste, Ausgaben und Haftungen, die ihm als jeweiliger Geschäftsführer entstehen in der tatsächlichen oder behaupteten Wahrnehmung bzw. Erfüllung seiner Pflichten, oder in Bezug auf diese, und einschließlich (in jedem Fall) einer Haftung, die ihm bei der Verteidigung in einem Zivil- oder Strafverfahren entsteht, in dem zu seinen Gunsten entschieden wird oder in dem er freigesprochen wird oder wenn das Verfahren anderweitig beendet wird, ohne dass eine wesentliche Pflichtverletzung seinerseits festgestellt wird, oder in Verbindung mit einem Antrag, in dem das Gericht ihm in seiner Eigenschaft als jeweiliger Geschäftsführer die Haftungsfreistellung für Fahrlässigkeit, Verzug, Pflichtverletzung oder Vertrauensbruch in Bezug auf die Geschäfte des Unternehmens (oder eines verbundenen Unternehmens) gewährt hat; und

(b) die Gesellschaft kann jedem betroffenen Geschäftsführer Geldmittel zur Verfügung stellen, um ihm entstandene oder noch entstehende Ausgaben in Zusammenhang mit Verfahren oder einem Antrag, auf den in Artikel 10.2(a) Bezug genommen wird, zu bestreiten, und kann alle Schritte ergreifen, um einen den jeweiligen Geschäftsführer in die Lage zu versetzen, zu vermeiden, dass ihm solche Ausgaben entstehen.

10.3. Dieser Artikel autorisiert keine Entschädigung, die nach den Bestimmungen des anwendbaren Rechts verboten oder unwirksam ist; die vorstehenden Ausführungen gelten insbesondere im Hinblick auf die Beschränkungen des KAGB, die auf das Unternehmen anwendbar sind.

10.4. Die Geschäftsführer können entscheiden, eine Versicherung auf Kosten des Unternehmens zum Nutzen jedes jeweiligen Geschäftsführers abzuschließen und aufrechtzuerhalten in Bezug auf Verluste oder Haftungen, die einem betroffenen Geschäftsführer bereits entstanden sind oder noch entstehen werden, in Zusammenhang mit den Pflichten oder Befugnissen der Gesellschaft und jedes verbundenen Unternehmens.

10.5. In diesem Artikel:

(a) gelten Gesellschaften als verbunden, wenn eines ein Tochterunternehmen des anderen oder beide Tochterunternehmen derselben juristischen Person sind; und

(b) der Begriff „Geschäftsführer“ bezeichnet einen Geschäftsführer oder De-facto-Geschäftsführer (oder ehemaligen Geschäftsführer oder andere De-facto-Geschäftsführer) des Unternehmens oder eines verbundenen Unternehmens.

## IV. Gesellschafter

### Art. 11. Generalversammlung der Gesellschafter und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

#### 11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden bei einer Generalversammlung der Gesellschafter (die „Generalversammlung“) oder im Wege von Umlaufbeschlüssen (die „Umlaufbeschlüsse der Mitglieder“) falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft weniger oder gleich fünfundzwanzig (25) ist, angenommen.

(ii) Wenn Beschlüsse im Wege von Umlaufbeschlüssen der Gesellschaft anzunehmen sind, wird der Text der Beschlüsse in Übereinstimmung mit der Satzung an alle Gesellschafter gesendet. In solch einem Fall gibt jeder Gesellschafter Mitglied seine Stimme schriftlich ab. Wenn die Beschlüsse angenommen sind, dann sind Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter

rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Generalversammlung angenommen worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

(iii) Jeder Anteil berechtigt zu einer (1) Stimme.

#### 11.2. Einberufungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Abstimmungsverfahren

(i) Die Gesellschafter werden zu Generalversammlungen einberufen oder schriftlich konsultiert auf Initiative eines Geschäftsführers oder Gesellschafters, der mehr als eine Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals vertritt.

(ii) Eine schriftliche Einberufung jeder Generalversammlung wird an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Kalendertage vor dem Versammlungsdatum verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Sitzung festgelegt sind.

(iii) Generalversammlungen werden an den Orten und zu den Zeiten abgehalten, die in den Einberufungen spezifiziert sind.

(iv) Wenn alle Gesellschafter zugegen oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung der Versammlung informiert erachten, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

(v) Ein Mitglied kann einer anderen Person eine Vollmacht geben, unabhängig davon, ob diese Person ein Gesellschafter ist oder nicht, um sich bei einer Generalversammlung vertreten zu lassen.

(vi) Beschlüsse, die auf Generalversammlungen oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter anzunehmen sind, werden von Gesellschaftern verabschiedet, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals besitzen. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Generalversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Generalversammlung einberufen oder ein zweites Mal konsultiert, und die Beschlüsse werden bei der Generalversammlung oder durch Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet, unabhängig vom Anteil des Gesellschaftskapitals, den diese vertreten.

(vii) Die Satzung wird geändert mit der Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals besitzen. Änderungen der Satzung der Gesellschaft bedürfen der Genehmigung des Verwahrers.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters der Gesellschaft erfordern die Einstimmigkeit der Gesellschafter.

#### **Art. 12. Alleiniger Gesellschafter.**

12.1. Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf eins (1) reduziert ist, übt der alleinige Gesellschafter alle Befugnisse aus, die ihm per Gesetz durch die Generalversammlung eingeräumt wurden.

12.2. Jede Bezugnahme in der Satzung auf die Gesellschafter und die Generalversammlung oder auf Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter ist als Bezugnahme auf diesen alleinigen Gesellschafter oder die Beschlüsse des zuletzt genannten zu lesen, soweit angebracht.

12.3. (vi) Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafter werden in Protokollen aufgezeichnet oder schriftlich abgefasst.

### **V. Jahresabschlüsse - Zuweisung von Gewinnen - Überwachung**

#### **Art. 13. Finanzjahr und Genehmigung von Jahresabschlüssen.**

13.1. Das Finanzjahr beginnt am ersten (1.) Juli jeden Jahres und endet am dreißigsten (30.) Juni des Folgejahres.

13.2. Der Vorstand erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie ein Inventar, das den Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft angibt, mit einem Anhang, der die Verpflichtungen des Unternehmens und die Schulden des/der Geschäftsführer/s und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Jeder Gesellschafter darf das Inventar und die Bilanz am eingetragenen Sitz überprüfen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung werden bei der jährlichen Generalversammlung oder im Wege des Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Ende des Finanzjahrs genehmigt.

13.5. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die jährliche Generalversammlung jedes Jahr am dritten Dienstag im Juni um 15:00 Uhr am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abzuhalten. Falls dieser kein Tag sein sollte, an dem Banken für den allgemeinen Geschäftsverkehr in der Stadt Luxemburg geöffnet sind (d.h. ein „Werktag“), dann ist diese am darauf folgenden Geschäftstag zur selben Zeit und am selben Ort abzuhalten.

#### **Art. 14. Abschlussprüfer - unabhängige/r Wirtschaftsprüfer.**

14.1. Falls die Anzahl der Mitglieder der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die Überwachung der Gesellschaft einem oder mehreren Abschlussprüfer(n) (commissaire(s)) anzuvertrauen, welche(r) Gesellschafter sein können aber nicht müssen.

14.2. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft wird von einem oder mehreren unabhängigen Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur(s) d'entreprises) überwacht, wenn dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

14.3. Die Gesellschafter ernennen den Abschlussprüfer (commissaire), falls anwendbar und den unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises), falls anwendbar, und bestimmen deren Anzahl, Entlohnung und die Amtsdauer, die

sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Der Abschlussprüfer (commissaire) und der unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) können wieder ernannt werden.

14.4. Die Gesellschaft Unternehmen stellt HANSAINVEST und dem Verwahrer monatliche Vermögensaufstellungen zur Verfügung, die den in § 249 Abs. 2 und 3 KAGB definierten Anforderungen entsprechen. Die Aktionäre erhalten jährliche Jahresabschlüsse an jedem Abschlussstichtag. Der Jahresabschluss ist von einem Wirtschaftsprüfer zu überprüfen und mit einem Bestätigungsvermerk des Wirtschaftsprüfers zu versehen.

#### **Art. 15. Zuweisung von Gewinnen.**

15.1. Aus den jährlichen Nettogewinnen der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgeschriebenen Rückstellung zugeführt. Diese Zuweisung ist nicht länger erforderlich, wenn die gesetzlichen Rücklagen einen Betrag erreichen, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter entscheiden, wie über den Saldo der Jahresnettogewinne verfügt wird. Sie können diesen der Auszahlung von Dividenden zuweisen, ihn auf ein Rücklagenkonto überweisen oder ihn vortragen.

Alle Ausschüttungen sind in der folgenden Reihenfolge vorzunehmen:

- die Halter von Klasse-A-Anteilen sind berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Sechzig Prozent (0,60%) des Nennwerts der Klasse-A-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-B-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwerts der Klasse-B-Anteile, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-C-Anteile berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwerts der Klasse-C-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-D-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwerts der Klasse-D-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-E-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Vierzig Prozent (0,40%) des Nennwerts der Klasse-E-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-F-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwerts der Klasse-F-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-G-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Dreißig Prozent (0,30%) des Nennwerts der Klasse-G-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-H-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwerts der Klasse-H-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-I-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Zwanzig Prozent (0,20%) des Nennwerts der Klasse-I-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- Ist der Saldo des gesamten ausgeschütteten Betrags in der Gesamtheit den Haltern der letzten Klasse in der umgekehrten alphabetischen Reihenfolge zuzuweisen (d.h. zuerst Klasse-J-Anteile, dann, wenn keine Klasse-J-Anteile vorhanden sind, Klasse-I-Anteile und so weiter bis nur noch Klasse-A-Anteile vorhanden sind).

Sollte die ganze letzte ausstehende Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Ausschüttung (nach umgekehrter alphabetischer Reihenfolge, z.B. Klasse-J-Anteile) infolge von Rücknahme annulliert, zurückgekauft oder anderweitig aufgehoben worden sein, dann wird der Rest einer Dividendenausschüttung der vorangegangenen letzten ausstehenden Anteilsklasse in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (z.B. Klasse-I-Anteile wenn Klasse-J-Anteile annulliert worden sind), zugewiesen.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit unter den folgenden Voraussetzungen ausgeschüttet werden:

- (i) Der Vorstand erstellt Zwischenabschlüsse;
- (ii) diese Zwischenabschlüsse weisen aus, dass ausreichend Gewinne und andere verfügbare Rückstellungen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; und
- (iii) die Entscheidung, Zwischendividenden auszuschütten muss vom Vorstand innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Datum der Zwischenabschlüsse getroffen werden.

## **VI. Auflösung - Liquidation**

#### **Art. 16.**

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss von Gesellschaftern aufgelöst werden, wenn der Beschluss von einer Hälfte (1/2) der Gesellschafter, die dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals halten, angenommen wird. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, um die Liquidation abzuwickeln und bestimmen deren Anzahl, Befugnisse und die Entlohnung. Wenn von den Gesellschaftern nichts anderes entschieden wird, haben die Liquidatoren die weitest gehenden Befugnisse, die Aktiva zu verwerten und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu bezahlen.

16.2. Nach Bezahlung aller Schulden und aller Belastungen der Gesellschaft und der Kosten der Liquidation, werden die Netto-Liquidationsgewinne an die Gesellschafter ausgeschüttet in Übereinstimmung mit den Ausschüttungsregeln um wirtschaftlich betrachtet dasselbe Resultat wie die Ausschüttungsregeln, die für die Ausschüttung von Dividenden festgelegt worden sind, zu erreichen.

## VII. Allgemeine Bestimmungen

### Art. 17.

17.1. Jegliche Mitteilungen und Kommunikationen oder deren Verzicht, die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer sowie die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter können schriftlich, per Fax, E-Mail über andere elektronischen Kommunikationsmedien ergehen.

17.2. Vollmachten werden über eines der oben beschriebenen Kommunikationsmittel gewährt. Vollmachten in Zusammenhang mit Vorstandssitzungen können auch von einem Geschäftsführer in Übereinstimmung mit diesen Bedingungen, die der Vorstand annehmen kann, gewährt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt, dass sie alle rechtlichen Anforderungen erfüllen und als den handschriftlichen Unterschriften gleichwertig anerkannt werden. Unterschriften der Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer oder der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, je nachdem wie der Fall liegt, werden auf einem Original oder auf mehreren Gegenstücken desselben Dokuments angebracht, wobei alle zusammen ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich in der Satzung geregelt sind, werden per Gesetz bestimmt sowie den Verträgen welche von den Gesellschaftern von Zeit zu Zeit eingegangen werden können, sofern diese nicht zwingendem gesetzlichen Bestimmungen widersprechen.“

### *Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about one thousand two hundred Euro (€ 1,200).

### *Statement*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed together with Us, the notary, the present deed.

### **Suit la version en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le onze mars.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

### A COMPARU:

HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung, une société constituée selon les lois allemandes, ayant son siège social à Kapstadtring 8, D-22297 Hamburg, Allemagne, rinscrite au Registre de Commerce B du District Court de Hamburg (Registre de Commerce B du Tribunal de Hamburg) sous le numéro HRB 12891, agissant pour le compte de Best Value Europe I, une Open Ended Real Estate Spezial-AIF allemande constituée suivant la loi allemande (l'“Associé Unique”);

ici représentée par Monsieur Gérard STEVENS, avocat, demeurant professionnellement au 3b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle partie comparante, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire de:

III. constater que HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung est l'Associé Unique de Rue de la Paix 15 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 200.742, constituée suivant acte reçu par Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 6 octobre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la “Société”);

IV. enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, suivant l'ordre du jour suivant:

### *Ordre du jour*

1. Transfert du siège social de la Société au 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange et modification subséquente de l'article 2.1 des statuts de la Société, comme suit:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.

2. Suppression de l'article 3.3. des statuts de la Société et renumérotation subséquente des articles 3.4, 3.5 and 3.6 des statuts de la Société;

3. Modification de l'article 8.2.vi des statuts de la Société comme suit:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”;

4. Modification des articles 5, dernier paragraphe, 15.2 et 16.2 des statuts de la Société comme suit:

**Art. 5. Last paragraph, definition of “Units”.** ““Units” means each share of the Company, having a par value of ten Euro (EUR 10) each”.

**Art. 15.2.** “The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

All the distributions shall be made in accordance with the following order:

- the holders of class A Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the par value of the class A Units held by them, then,

- the holders of class B Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the par value of the class B Units held by them, then,

- the holders of class C Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the par value of the class C Units held by them, then,

- the holders of class D Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the par value of the class D Units held by them, then,

- the holders of class E Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the class E Units held by them, then,

- the holders of class F Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the class F Units held by them, then,

- the holders of class G Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the class G Units held by them, then,

- the holders of class H Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the class H Units held by them, then,

- the holders of class I Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the class I Units held by them, then,

- the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J units, then if no Class J units are in existence, Class I units and in such continuation until only Class A units are in existence).

Should the whole last outstanding class of Units (by reverse alphabetical order, e.g. Class J Units) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Units in the reverse alphabetical order (e.g. Class I Shares if Class J Units has been cancelled)”.

**Art. 16.2.** “After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions”.

5. Refonte des statuts de la Société afin de remplacer la version française par une version allemande; et

6. Divers.

#### *Première résolution*

L'Associée Unique décide de transférer le siège social de la Société au 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange et de modifier en conséquence l'article 2.1. des statuts de la Société comme suit:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.



*Deuxième résolution*

L'Associée Unique décide de supprimer l'article 3.3. des statuts de la Société et de renuméroter de façon subséquente les articles 3.4, 3.5 and 3.6 en articles 3.3, 3.4 and 3.5 des statuts de la Société.

*Troisième résolution*

L'Associée Unique décide de modifier l'article 8.2.vi des statuts de la Société comme suit:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”.

*Fourth resolution*

L'Associée Unique décide de modifier les articles 5, dernier alinéa, 15.2 et 16.2 des statuts de la Société comme suit:

**Art. 5. Last paragraph, definition of “Units”.** ““Units” means each share of the Company, having a par value of ten Euro (EUR 10) each”.

**Art. 15.2.** “The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

All the distributions shall be made in accordance with the following order:

- the holders of class A Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the par value of the class A Units held by them, then,
- the holders of class B Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the par value of the class B Units held by them, then,
- the holders of class C Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the par value of the class C Units held by them, then,
- the holders of class D Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the par value of the class D Units held by them, then,
- the holders of class E Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the class E Units held by them, then,
- the holders of class F Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the class F Units held by them, then,
- the holders of class G Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the class G Units held by them, then,
- the holders of class H Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the class H Units held by them, then,
- the holders of class I Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the class I Units held by them, then,
- the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J units, then if no Class J units are in existence, Class I units and in such continuation until only Class A units are in existence).

Should the whole last outstanding class of Units (by reverse alphabetical order, e.g. Class J Units) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Units in the reverse alphabetical order (e.g. Class I Shares if Class J Units has been cancelled”).

**Art. 16.2.** “After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions”.

*Cinquième résolution*

L'Associée Unique décide, en conséquence de la résolution qui précède de remplacer la version française des statuts de la Société par une version allemande comme suit:

**I. Name - Eingetragener Sitz - Gegenstand - Dauer**

**Art. 1. Name.** Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) ist „Rue de la Paix 15 S.à r.l.“ (das „Gesellschaft“). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) (société à responsabilité limitée), die

den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“) und dieser Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

#### **Art. 2. Eingetragener Sitz.**

2.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft liegt in der Gemeinde Bertrange, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Vorstands (der „Vorstand“) verlegt werden. Der eingetragene Sitz kann an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Vorschriften handeln, verlegt werden.

2.2. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Vorstands gegründet werden. Wenn der Vorstand feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Vorfälle eingetreten sind oder bevorstehen, und dass diese Entwicklungen oder Vorfälle die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die gewöhnliche Kommunikation zwischen solch einem Büro und Personen im Ausland stören könnten, kann der eingetragene Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Beendigung dieser Umstände ins Ausland verlegt werden. Diese zeitweiligen Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der temporären Verlegung ihres eingetragenen Sitzes eine in Luxemburg eingetragene Gesellschaft bleibt.

#### **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1. Die Gesellschaft ist eine Immobiliengesellschaft gemäß §§ 234 ff. des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches (KAGB) und unterliegt daher den Bestimmungen des KAGB. Der Gesellschaftszweck ist beschränkt auf diejenigen Aktivitäten, welche die HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung („HANSAINVEST“) im Namen des alternativen Investmentfonds mit feststehenden Investitionsregeln mit Schwerpunkt auf Immobilienvermögen mit dem Namen „Best Value Europe I“ („der Fonds“) ausüben darf.

Der Gesellschaftszweck besteht daher im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Immobilien, die von der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gemäß §§ 231 ff. KAGB sowie gemäß den Investmentregeln des Fonds erworben werden können, und im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Beteiligungen an anderen Immobiliengesellschaften gemäß §§ 234 ff. KAGB, deren Ziel auf diejenigen Aktivitäten beschränkt ist, welche die HANSAINVEST im Namen des Fonds gemäß dem deutschen Kapitalanlagegesetzbuch (KAGB) sowie den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds ausführen darf.

3.2. Die Gesellschaft kann in Übereinstimmung mit § 235 Abs. 1 Nr. 2 und § 231 Abs. 3 KAGB Waren erwerben, die für die Verwaltung ihres Gesellschaftsvermögens benötigt werden. Der Erwerb von Immobilienvermögen ist nur gestattet, wenn die Beteiligung an Immobilienvermögen zuvor von (einem) kompetenten Sachverständigen, der von HANSAINVEST benannt wurde, bewertet wurde. Der Erwerb einer Beteiligung an einer Immobiliengesellschaft ist des Weiteren nur gestattet, wenn die Beteiligung zuvor von einem Wirtschaftsprüfer gemäß 319 Abs. 1 des deutschen Handelsgesetzbuchs (HGB) bewertet wurde.

3.3. Die Gesellschaft kann, innerhalb der Beschränkungen des KAGB, in jedweder Form Geld leihen, mit Ausnahme eines öffentlichen Kaufangebots. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann sie nur im Wege einer Privatplatzierung Schuldscheine, Obligationen, Pfandbriefe und jede Art von Schulden bzw. Beteiligungspapiere herausgeben. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann die Gesellschaft Beteiligungen an Krediten erwerben bzw. Gelder verleihen einschließlich der Erlöse von Anleihen bzw. Herausgabe von Schuldverschreibungen an ihre Tochterunternehmen, verbundene Unternehmen oder an jedes andere Unternehmen, das einen Teil der Unternehmensgruppe bildet, zu der die Gesellschaft gehört. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, ist es der Gesellschaft gestattet, Kredite aufzunehmen und zu halten sowie Wertpapiere als Sicherheiten (auch in der Form eines Sicherheitenrechts oder einer Grundstückslast) zum beabsichtigten Erwerb von Vermögenswerten zu verwenden.

3.4. Die Gesellschaft kann jegliche Techniken und Instrumente in Bezug auf seine Investitionen zum Zweck von deren effizienten Verwaltung einsetzen, einschließlich Techniken und Instrumente, die ausgelegt sind, die Gesellschaft gegen Risiken, wie z.B. Kreditrisiken, Währungsumtausch, Zinsrisiko und andere Risiken zu schützen.

3.5. Die Gesellschaft kann alle Geschäftstransaktionen durchführen und alle Maßnahmen ergreifen, die im Hinblick auf das Erreichen des oben detailliert beschriebenen Zwecks erforderlich sind, insofern diese gemäß KAGB und den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds gestattet sind.

#### **Art. 4. Dauer.**

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund von Tod, Außerkraftsetzung der bürgerlichen Rechte, Unfähigkeit, Insolvenz, Bankrott oder ähnlichen Anlässen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen, aufgelöst.

## **II. Gesellschaftskapital - Gesellschaftsanteile**

#### **Art. 5. Kapital.**

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft wird auf vierzehntausendvierhundert Euro (14.400 Euro) festgesetzt, vertreten durch:

- Eintausendzweihundertsechzig (1.260) Klasse-A-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-A-Anteile“);



- Zwanzig (20) Klasse-B-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-B-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-C-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-C-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-D-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-D-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-E-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-E-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-F-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-F-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-G- Gesellschaftsanteile (die „Klasse-G-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-H-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-H-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-I-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-I-Anteile“);
- Zwanzig (20) Klasse-J-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-J-Anteile“);

wobei alle einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück haben und jeweils gezeichnet und voll eingezahlt sind.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann ein oder mehrere Male durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen handeln, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.2.1. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch den Rückkauf oder die Annullierung von Anteilen reduziert werden, vorausgesetzt, dass diese Annullierung die Gesamtheit der herausgegebenen Anteile in einer oder mehreren Klassen der Einheiten betrifft. Solche Rückkäufe oder Annullierungen von Anteilsklassen sind in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge vorzunehmen (beginnend mit den Klasse-J-Anteilen).

Im Fall einer Herabsetzung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer Anteilsklasse erhalten die Halter der zurückgekauften und annullierten Anteilsklassen von der Gesellschaft den Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Klasse, die von ihnen gehalten wird und die zurückgekauft und annulliert wurden, entspricht.

5.2.2. Der Annullierungswert pro Anteil ist durch Division des Gesamtannullierungsbetrags durch die Anzahl der in der Anteilsklasse, die zurückgekauft und annulliert wird, enthaltenen Anteile zu ermitteln.

5.2.3. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der Betrag, der vom Vorstand auf Basis der relevanten Zwischenabschlüsse festgelegt und von den Gesellschaftern genehmigt wird. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der verfügbare Betrag der relevanten Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Annullierung der relevanten Anteilsklassen, soweit die Generalversammlung, die im Einklang mit den für die Satzungsänderung vorgeschriebenen Bestimmungen handelt, nichts anderes beschlossen hat. Dies jedoch unter der Voraussetzung, dass der Gesamtannullierungsbetrag niemals höher sein darf als der verfügbare Betrag.

5.2.4. Nach dem Rückkauf und der Annullierung der Anteile der betreffenden Anteilsklasse wird der Annullierungswert pro Anteil fällig und ist von der Gesellschaft zu zahlen.

5.3. Zusätzlich zum Stammkapital kann eine Einzahlung auf das Agio getätigt werden, auf das jegliche Agiozahlung für jeglichen Anteil angerechnet wird. Der Betrag des besagten Agios steht, je nach Situation, den Gesellschaftern oder dem Vorstand zur freien Verfügung.

Für die Zwecke dieses Artikels 5 werden die nachstehenden Wörter wie folgt definiert:

- „Verfügbarer Betrag“ bezeichnet (ohne Doppelzählung) den Betrag der Nettogewinne, die einer Anteilsklasse der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträge) zugeordnet werden kann, insofern die Gesellschafter, die Anteile von der besagten Anteilsklasse halten, einen Anspruch auf Dividendenausschüttung haben, zuzüglich (i) aller frei ausschüttbarer Reserven (zur Klarstellung: dazu zählt auch die Agiorücklage) und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Stammkapitalherabsetzung und der Minderung der gesetzlichen Rücklagen, die sich auf die Anteilsklasse bezieht, die annulliert wird, sofern diese Herabsetzung den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht, abzüglich (i) aller Verluste (einschließlich Verlustvorträge) und (ii) aller Summen, die gemäß den gesetzlichen Anforderungen oder gemäß Satzung in die Rücklage(n) eingestellt werden müssen, jedes Mal wie in den relevanten Zwischenkonten ausgewiesen (zur Klarstellung: ohne Doppelzählung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wodurch:

AA = Verfügbarer Betrag;

NP = Nettogewinn, der der Anteilsklasse zuzurechnen ist (einschließlich Gewinnvorträge gemäß Festlegung für die relevante Anteilsklasse);

P = alle frei ausschüttbaren Reserven;

CR = der Betrag der Herabsetzung des Stammkapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Reserve in Bezug auf die zu annullierende Anteilsklasse soweit das den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht;

L= Verluste (einschließlich Verlustvorträge);

LR = alle Summen, die gemäß den Anforderungen des Gesetzes oder der Satzung in die Rücklage(n) einzustellen sind.

- „Annullierungsbetrag pro Anteil“ bezeichnet den Annullierungsbetrag pro Anteil, der an einen Gesellschafter einer zurückgekauften und annullierten Anteil zu zahlen ist.

- „Zwischenkonten“ bezeichnet die Zwischenkonten der Gesellschaft zum Datum des relevanten Zwischenabschlusses.

- „Datum des Zwischenabschlusses“ bezeichnet das Datum, frühestens acht (8) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der relevanten Anteilsklassen.

- „Gesamtannullierungsbetrag“ bezeichnet den als Rückkaufpreis für alle Anteile einer Anteilsklasse, die zurückgekauft und annulliert werden sollen, zu zahlenden Gesamtbetrag.

- „Anteile“ bezeichnet jeden Anteil des Unternehmens, der einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück hat.“

#### **Art. 6. Gesellschaftsanteile.**

6.1. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil an. Im Fall des gemeinsamen Eigentums eines oder mehrerer Gesellschaftsanteils(e), müssen die Gesellschafter einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil benennen.

6.2. Gesellschaftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

Wenn die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei auf Dritte übertragbar.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, bedarf die Übertragung von Gesellschaftsanteilen (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Genehmigung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals repräsentieren.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte von Todes wegen muss von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel (3/4) der Rechte, die im Besitz der Hinterbliebenen sind, repräsentieren, genehmigt werden.

Die Übertragung eines Gesellschaftsanteils ist der Gesellschaft oder Dritten gegenüber nur entgegenzuhalten innerhalb der Beschränkungen der Klausel 6.5 und sofern eine Zustellung an die Gesellschaft oder die Genehmigung der Gesellschaft in Einklang mit Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuchs erfolgt ist.

6.3. Ein Gesellschafterregister wird am eingetragenen Sitz aufbewahrt und kann von jedem Mitglied auf Nachfrage eingesehen werden.

6.4. Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile zurückkaufen, vorausgesetzt dass die Gesellschaft ausreichend ausschüttbare Rückstellungen für diesen Zweck zur Verfügung hat oder wenn die Rücknahme aus einer Herabsetzung des Stammkapitals der Gesellschaft resultiert.

6.5. Insofern und solange die Beteiligungen der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gehalten werden, ist eine Verfügung über Aktien (oder über einen Teil derselben), die der HANSAINVEST gehören, nur zulässig mit der vorherigen Genehmigung des von HANSAINVEST gemäß §§ 80 ff. KAGB für den Fonds benannten Verwahrers (§ 84 Abs. 1 Z. 5 KAGB) (der „Verwahrer“). Dasselbe gilt für jede Belastung von Anteile, die Gewährung von Unter-Beteiligungen an einem Anteil und die Verfügung über gesonderte Rechte und Forderungen aus dem Gesellschaftsverhältnis. Zusätzlich bedürfen Verfügungen über das Vermögen der Gesellschaft der Genehmigung des Verwahrers.

### **III. Geschäftsführung - Vertretung**

#### **Art. 7. Ernennung und Entlassung von Geschäftsführern.**

7.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführer(n) geleitet, die durch einen Beschluss der Gesellschafter, welche deren Amtsdauer festlegen, ernannt werden. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können durch einen Beschluss der Gesellschafter jederzeit entlassen werden (mit oder ohne Grund).

**Art. 8. Vorstand.** Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, dann bilden sie den Vorstand (den „Vorstand“). Der/die Gesellschafter kann/können entscheiden, die ernannten Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer (die „Kategorie-A-Geschäftsführer“) und Kategorie-B-Geschäftsführer (die „Kategorie-B-Geschäftsführer“) zu qualifizieren.

##### **8.1. Befugnisse des Vorstands**

(i) Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder gemäß Satzung für den/die Gesellschafter reserviert sind, fallen unter die Zuständigkeit des Vorstands, der alle Befugnisse hat, alle Handlungen und Tätigkeiten, die mit den Gesellschaftszweck in Einklang stehen, auszuführen und zu genehmigen.

(ii) Spezielle und begrenzte Befugnisse können für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Vertretern des Vorstands übertragen werden.

(iii) Der Vorstand kann von Zeit zu Zeit seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Ad-Hoc-Vertreter, der/die kein/e Mitglied/er oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen, delegieren. Der Vorstand legt die Befugnisse, Pflichten und Entlohnung (falls zutreffend) ihres/ihrer Vertreter/s, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere relevanten Bedingungen seiner/ihrer Vertretung fest.

##### **8.2. Verfahren**

(i) Der Vorstand trifft sich auf Anfrage eines Geschäftsführers, an dem in der Einberufung genannten Ort, der grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg liegt.

(ii) Eine schriftliche Mitteilung über jede Vorstandssitzung wird an alle Geschäftsführer mindestens vierundzwanzig (24) Stunden im voraus an alle Geschäftsführer verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Besprechung dargelegt werden.

(iii) Eine Einberufung ist nicht erforderlich, wenn alle Vorstandsmitglieder zugegen oder vertreten sind und wenn sie erklären, dass sie vollständige Kenntnis der Tagesordnung der Besprechung haben. Auf eine Einberufung der Sitzung kann auch von einem Geschäftsführer, entweder vor oder nach der Sitzung, verzichtet werden. Separate schriftliche Einberufungen sind nicht erforderlich für Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die in einem zuvor vom Vorstand angenommenen Zeitplan angegeben sind.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Vorstandssitzungen vertreten zu lassen.

(v) Der Vorstand kann nur beraten oder rechtskräftig handeln, wenn bei Vorstandssitzungen eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist, einschließlich mindestens eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben. Entscheidungen sind durch Mehrheitsbeschluss der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu treffen, einschließlich der Stimme von mindestens einem Kategorie-A-Geschäftsführer und der Stimme von einem Kategorie-B-Geschäftsführer im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben.

(vi) Bei jeder Sitzung wählt der Vorstand einen Präsidenten aus seinen Mitgliedern, und gegebenenfalls einen Sekretär. Der Sekretär, oder wenn kein Sekretär ernannt wurde, der Präsident verfasst das Protokoll der Sitzung welches durch den Präsidenten und den Sekretär oder, wenn kein Sekretär ernannt wurde, durch den Präsidenten und einen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Gegebenfalls werden die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafter von ihm/ihr auch schriftlich verfasst und unterzeichnet. Kopien und Auszüge von solchen Originalprotokollen die in Prozessverfahren oder an Dritte geliefert werden müssen werden, wie es der Fall sein kann, vom Präsidenten und vom Sekretär oder von einem Geschäftsführer falls kein Sekretär ernannt wurde, oder durch den alleinigen Gesellschafter unterzeichnet.

(vii) Jeder Geschäftsführer kann an einer Vorstandssitzung per Telefon oder Videokonferenz oder über ein anderes Kommunikationsmedium teilnehmen, das allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme über diese Medien gilt als persönliche Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung. Die Sitzung wird mit dem Datum der Abhaltung datiert. Die Entscheidung wird mit dem Datum der Abhaltung der Sitzung wirksam. Das Protokoll wird von dem Geschäftsführer, der über diese Medien an der Sitzung teilgenommen hat, später unterzeichnet.

(viii) Umlaufbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterschrieben sind (die „Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer“) sind gültig und verbindlich, als ob diese bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung gefasst worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

### 8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers oder die gemeinsame Unterschrift eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers der Gesellschaft vertreten, für den Fall, dass der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben, oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von jeder/allen Person/en, an die solch eine Unterschriftsvollmacht rechtsgültig gemäß den Artikeln 8.1 (ii) und 8.3 (ii) dieser Artikel übertragen worden.

(ii) Das Unternehmen wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen vom Vorstand spezielle Befugnisse übertragen worden sind, vertreten.

### Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer.

9.1 Wenn die Gesellschaft von einem einzigen Geschäftsführer geführt wird, dann ist jede Bezugnahme in der Satzung auf den Vorstand oder auf die Geschäftsführer als Bezugnahme auf diesen alleinigen Geschäftsführer zu lesen, soweit angemessen.

9.2. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers gebunden.

9.3. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen spezielle Befugnisse übertragen worden sind, gebunden.

### Art. 10. Haftung der Geschäftsführer und Entschädigung.

10.1. Die Geschäftsführer können nicht, aufgrund ihres Mandats, persönlich haftbar gemacht werden für von ihnen rechtmäßig im Namen des Unternehmens eingegangene Verpflichtungen, vorausgesetzt, dass diese Verpflichtungen den Statuten und dem Gesetz entsprechen.

10.2. Gemäß Artikel 10.3, aber unbeschadet der Entschädigung auf die ein jeweiliger Geschäftsführer anderweitig ein Anrecht hat:

(a) Ist jeder betroffene Geschäftsführer aus dem Vermögen der Gesellschaft schadlos zu halten für alle Kosten, Gebühren, Verluste, Ausgaben und Haftungen, die ihm als jeweiliger Geschäftsführer entstehen in der tatsächlichen oder behaupteten Wahrnehmung bzw. Erfüllung seiner Pflichten, oder in Bezug auf diese, und einschließlich (in jedem Fall) einer Haftung, die ihm bei der Verteidigung in einem Zivil- oder Strafverfahren entsteht, in dem zu seinen Gunsten entschieden wird oder in dem er freigesprochen wird oder wenn das Verfahren anderweitig beendet wird, ohne dass eine wesentliche Pflichtverletzung seinerseits festgestellt wird, oder in Verbindung mit einem Antrag, in dem das Gericht ihm in seiner Eigenschaft

als jeweiliger Geschäftsführer die Haftungsfreistellung für Fahrlässigkeit, Verzug, Pflichtverletzung oder Vertrauensbruch in Bezug auf die Geschäfte des Unternehmens (oder eines verbundenen Unternehmens) gewährt hat; und

(b) die Gesellschaft kann jedem betroffenen Geschäftsführer Geldmittel zur Verfügung stellen, um ihm entstandene oder noch entstehende Ausgaben in Zusammenhang mit Verfahren oder einem Antrag, auf den in Artikel 10.2(a) Bezug genommen wird, zu bestreiten, und kann alle Schritte ergreifen, um einen den jeweiligen Geschäftsführer in die Lage zu versetzen, zu vermeiden, dass ihm solche Ausgaben entstehen.

10.3. Dieser Artikel autorisiert keine Entschädigung, die nach den Bestimmungen des anwendbaren Rechts verboten oder unwirksam ist; die vorstehenden Ausführungen gelten insbesondere im Hinblick auf die Beschränkungen des KAGB, die auf das Unternehmen anwendbar sind.

10.4. Die Geschäftsführer können entscheiden, eine Versicherung auf Kosten des Unternehmens zum Nutzen jedes jeweiligen Geschäftsführers abzuschließen und aufrechtzuerhalten in Bezug auf Verluste oder Haftungen, die einem betroffenen Geschäftsführer bereits entstanden sind oder noch entstehen werden, in Zusammenhang mit den Pflichten oder Befugnissen der Gesellschaft und jedes verbundenen Unternehmens.

10.5. In diesem Artikel:

(a) gelten Gesellschaften als verbunden, wenn eines ein Tochterunternehmen des anderen oder beide Tochterunternehmen derselben juristischen Person sind; und

(b) der Begriff „Geschäftsführer“ bezeichnet einen Geschäftsführer oder De-facto-Geschäftsführer (oder ehemaligen Geschäftsführer oder andere De-facto Geschäftsführer) des Unternehmens oder eines verbundenen Unternehmens.

#### IV. Gesellschafter

##### **Art. 11. Generalversammlung der Gesellschafter und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.**

###### 11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden bei einer Generalversammlung der Gesellschafter (die „Generalversammlung“) oder im Wege von Umlaufbeschlüssen (die „Umlaufbeschlüsse der Mitglieder“) falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft weniger oder gleich fünfundzwanzig (25) ist, angenommen.

(ii) Wenn Beschlüsse im Wege von Umlaufbeschlüssen der Gesellschaft anzunehmen sind, wird der Text der Beschlüsse in Übereinstimmung mit der Satzung an alle Gesellschafter gesendet. In solch einem Fall gibt jeder Gesellschafter Mitglied seine Stimme schriftlich ab. Wenn die Beschlüsse angenommen sind, dann sind Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Generalversammlung angenommen worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

(iii) Jeder Anteil berechtigt zu einer (1) Stimme.

###### 11.2. Einberufungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Abstimmungsverfahren

(i) Die Gesellschafter werden zu Generalversammlungen einberufen oder schriftlich konsultiert auf Initiative eines Geschäftsführers oder Gesellschafters, der mehr als eine Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals vertritt.

(ii) Eine schriftliche Einberufung jeder Generalversammlung wird an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Kalendertage vor dem Versammlungsdatum verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Sitzung festgelegt sind.

(iii) Generalversammlungen werden an den Orten und zu den Zeiten abgehalten, die in den Einberufungen spezifiziert sind.

(iv) Wenn alle Gesellschafter zugegen oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung der Versammlung informiert erachten, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

(v) Ein Mitglied kann einer anderen Person eine Vollmacht geben, unabhängig davon, ob diese Person ein Gesellschafter ist oder nicht, um sich bei einer Generalversammlung vertreten zu lassen.

(vi) Beschlüsse, die auf Generalversammlungen oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter anzunehmen sind, werden von Gesellschaftern verabschiedet, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals besitzen. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Generalversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Generalversammlung einberufen oder ein zweites Mal konsultiert, und die Beschlüsse werden bei der Generalversammlung oder durch Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet, unabhängig vom Anteil des Gesellschaftskapitals, den diese vertreten.

(vii) Die Satzung wird geändert mit der Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals besitzen. Änderungen der Satzung der Gesellschaft bedürfen der Genehmigung des Verwalters.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters der Gesellschaft erfordern die Einstimmigkeit der Gesellschafter.

##### **Art. 12. Alleiniger Gesellschafter.**

12.1. Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf eins (1) reduziert ist, übt der alleinige Gesellschafter alle Befugnisse aus, die ihm per Gesetz durch die Generalversammlung eingeräumt wurden.

12.2. Jede Bezugnahme in der Satzung auf die Gesellschafter und die Generalversammlung oder auf Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter ist als Bezugnahme auf diesen alleinigen Gesellschafter oder die Beschlüsse des zuletzt genannten zu lesen, soweit angebracht.

12.3. (vi) Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafter werden in Protokollen aufgezeichnet oder schriftlich abgefasst.

## **V. Jahresabschlüsse - Zuweisung von Gewinnen - Überwachung**

### **Art. 13. Finanzjahr und Genehmigung von Jahresabschlüssen.**

13.1. Das Finanzjahr beginnt am ersten (1.) Juli jeden Jahres und endet am dreißigsten (30.) Juni des Folgejahres.

13.2. Der Vorstand erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie ein Inventar, das den Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft angibt, mit einem Anhang, der die Verpflichtungen des Unternehmens und die Schulden des/der Geschäftsführer/s und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Jeder Gesellschafter darf das Inventar und die Bilanz am eingetragenen Sitz überprüfen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung werden bei der jährlichen Generalversammlung oder im Wege des Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Ende des Finanzjahrs genehmigt.

13.5. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die jährliche Generalversammlung jedes Jahr am dritten Dienstag im Juni um 15:00 Uhr am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abzuhalten. Falls dieser kein Tag sein sollte, an dem Banken für den allgemeinen Geschäftsverkehr in der Stadt Luxemburg geöffnet sind (d.h. ein „Werktag“), dann ist diese am darauf folgenden Geschäftstag zur selben Zeit und am selben Ort abzuhalten.

### **Art. 14. Abschlussprüfer - unabhängige/r Wirtschaftsprüfer.**

14.1. Falls die Anzahl der Mitglieder der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die Überwachung der Gesellschaft einem oder mehreren Abschlussprüfer(n) (commissaire(s)) anzuvertrauen, welche(r) Gesellschafter sein können aber nicht müssen.

14.2. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft wird von einem oder mehreren unabhängigen Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur(s) d'entreprises) überwacht, wenn dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

14.3. Die Gesellschafter ernennen den Abschlussprüfer (commissaire), falls anwendbar und den unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises), falls anwendbar, und bestimmen deren Anzahl, Entlohnung und die Amtsdauer, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Der Abschlussprüfer (commissaire) und der unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) können wieder ernannt werden.

14.4. Die Gesellschaft Unternehmen stellt HANSAINVEST und dem Verwahrer monatliche Vermögensaufstellungen zur Verfügung, die den in § 249 Abs. 2 und 3 KAGB definierten Anforderungen entsprechen. Die Aktionäre erhalten jährliche Jahresabschlüsse an jedem Abschlussstichtag. Der Jahresabschluss ist von einem Wirtschaftsprüfer zu überprüfen und mit einem Bestätigungsvermerk des Wirtschaftsprüfers zu versehen.

### **Art. 15. Zuweisung von Gewinnen.**

15.1. Aus den jährlichen Nettogewinnen der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgeschriebenen Rückstellung zugeführt. Diese Zuweisung ist nicht länger erforderlich, wenn die gesetzlichen Rücklagen einen Betrag erreichen, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter entscheiden, wie über den Saldo der Jahresnettogewinne verfügt wird. Sie können diesen der Auszahlung von Dividenden zuweisen, ihn auf ein Rücklagenkonto überweisen oder ihn vortragen.

Alle Ausschüttungen sind in der folgenden Reihenfolge vorzunehmen:

- die Halter von Klasse-A-Anteilen sind berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Sechzig Prozent (0,60%) des Nennwerts der Klasse-A-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-B-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwerts der Klasse-B-Anteile, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-C-Anteile berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwerts der Klasse-C-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-D-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwerts der Klasse-D-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-E-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Vierzig Prozent (0,40%) des Nennwerts der Klasse-E-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-F-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwerts der Klasse-F-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-G-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Dreißig Prozent (0,30%) des Nennwerts der Klasse-G-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-H-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwerts der Klasse-H-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-I-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Zwanzig Prozent (0,20%) des Nennwerts der Klasse-I-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,



- Ist der Saldo des gesamten ausgeschütteten Betrags in der Gesamtheit den Haltern der letzten Klasse in der umgekehrten alphabetischen Reihenfolge zuzuweisen (d.h. zuerst Klasse-J-Anteile, dann, wenn keine Klasse-J-Anteile vorhanden sind, Klasse-I-Anteile und so weiter bis nur noch Klasse-A-Anteile vorhanden sind).

Sollte die ganze letzte ausstehende Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Ausschüttung (nach umgekehrter alphabetischer Reihenfolge, z.B. Klasse-J-Anteile) infolge von Rücknahme annulliert, zurückgekauft oder anderweitig aufgehoben worden sein, dann wird der Rest einer Dividendenausschüttung der vorangegangenen letzten ausstehenden Anteilsklasse in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (z.B. Klasse-I-Anteile wenn Klasse-J-Anteile annulliert worden sind), zugewiesen.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit unter den folgenden Voraussetzungen ausgeschüttet werden:

- (i) Der Vorstand erstellt Zwischenabschlüsse;
- (ii) diese Zwischenabschlüsse weisen aus, dass ausreichend Gewinne und andere verfügbare Rückstellungen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; und
- (iii) die Entscheidung, Zwischendividenden auszuschütten muss vom Vorstand innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Datum der Zwischenabschlüsse getroffen werden.

## **VI. Auflösung - Liquidation**

### **Art. 16.**

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss von Gesellschaftern aufgelöst werden, wenn der Beschluss von einer Hälfte (1/2) der Gesellschafter, die dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals halten, angenommen wird. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, um die Liquidation abzuwickeln und bestimmen deren Anzahl, Befugnisse und die Entlohnung. Wenn von den Gesellschaftern nichts anderes entschieden wird, haben die Liquidatoren die weitest gehenden Befugnisse, die Aktiva zu verwerten und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu bezahlen.

16.2. Nach Bezahlung aller Schulden und aller Belastungen der Gesellschaft und der Kosten der Liquidation, werden die Netto-Liquidationsgewinne an die Gesellschafter ausgeschüttet in Übereinstimmung mit den Ausschüttungsregeln um wirtschaftlich betrachtet dasselbe Resultat wie die Ausschüttungsregeln, die für die Ausschüttung von Dividenden festgelegt worden sind, zu erreichen.

## **VII. Allgemeine Bestimmungen**

### **Art. 17.**

17.1. Jegliche Mitteilungen und Kommunikationen oder deren Verzicht, die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer sowie die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter können schriftlich, per Fax, E-Mail über andere elektronischen Kommunikationsmedien ergehen.

17.2. Vollmachten werden über eines der oben beschriebenen Kommunikationsmittel gewährt. Vollmachten in Zusammenhang mit Vorstandssitzungen können auch von einem Geschäftsführer in Übereinstimmung mit diesen Bedingungen, die der Vorstand annehmen kann, gewährt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt, dass sie alle rechtlichen Anforderungen erfüllen und als den handschriftlichen Unterschriften gleichwertig anerkannt werden. Unterschriften der Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer oder der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, je nachdem wie der Fall liegt, werden auf einem Original oder auf mehreren Gegenstücken desselben Dokuments angebracht, wobei alle zusammen ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich in der Satzung geregelt sind, werden per Gesetz bestimmt sowie den Verträgen welche von den Gesellschaftern von Zeit zu Zeit eingegangen werden können, sofern diese nicht zwingendem gesetzlichen Bestimmungen widersprechen.“

### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros (€ 1.200).

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. STEVENS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 15 mars 2016. 2LAC/2016/5627. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016082272/1061.

(160048268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

**Sapinda Invest Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 204.772.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of March.

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Sapinda Invest S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 187.176, having its registered office at 2, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Maître Philippe Harles, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on 18 February 2016.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Sapinda Invest Services S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The Purpose of the Company is to provide any office management, portfolio management, risk management, IT or human resources services, as well as any other services in relation to the management of a company to its parent company and any other company that belongs to the same group.

2.2 The Company may further carry out any commercial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

**B. Share capital - Shares**

**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500.-) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.



5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

#### **Art. 6. Authorised capital.**

6.1 The authorised capital, excluding the share capital, is set at one million euro (EUR 1,000,000.-), consisting of one million (1,000,000) shares with a nominal value of one euro EUR (1.-) each. During a period of time of five (5) years from the date of the publication of these articles of association or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised capital pursuant to this article, the board of directors is hereby authorised to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years.

6.2 The authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association.

#### **Art. 7. Shares.**

7.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

7.2 The shares of the Company are in registered form.

7.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

7.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

#### **Art. 8. Register of shares - Transfer of shares.**

8.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

8.3 The shares are freely transferable among shareholders.

8.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

8.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

8.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

### **C. Decisions of the shareholders**

#### **Art. 9. Collective decisions of the shareholders.**

9.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

9.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

9.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 10. General meetings of shareholders.** Meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

**Art. 11. Quorum and vote.**

11.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

11.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

**Art. 12. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 13. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

**D. Management****Art. 14. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.**

14.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

14.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

14.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

**Art. 15. Appointment, removal and term of office of managers.**

15.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office. The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of different classes, namely class A managers (the "Class A Managers") and class B managers (the "Class B Managers"). Any reference made hereinafter to the "managers" shall be construed as a reference to the Class A Managers and/or the Class B Managers, depending on the context and as applicable.

15.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

**Art. 16. Vacancy in the office of a manager.**

16.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment.

16.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

**Art. 17. Convening meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers shall meet upon call by any two managers. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

17.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

**Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.**

18.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

18.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

18.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

18.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

18.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager is present or represented at the meeting.

18.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, decisions shall be taken by a majority of the managers present or represented including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

18.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

#### **Art. 19. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

19.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by (i) the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or (ii) by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

19.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

#### **Art. 20. Dealing with third parties.**

20.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or if the Company has several managers, by the joint signatures of any two (2) managers, or by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager if applicable, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

### **E. Audit and supervision**

#### **Art. 21. Auditor(s).**

21.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

21.2 A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

21.3 The statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

21.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

### **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends**

**Art. 22. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

#### **Art. 23. Annual accounts and allocation of profits.**

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

23.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

23.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

23.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

23.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

#### **Art. 24. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

24.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year of which the annual accounts have been approved, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

24.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

### **G. Liquidation**

#### **Art. 25. Liquidation.**

25.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

25.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

### **H. Final clause - Governing law**

**Art. 26. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

#### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

#### *Subscription and payment*

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Sapinda Invest S.à r.l., aforementioned, represented as stated above, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is entirely allocated to the share capital.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution has been produced to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

#### *Resolutions of the shareholders*

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 2, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
  - (i) TICHEL Gordon Mager, born in New York, United States of America on 14 September 1966, residing at 2, um Haff, 1898 Kockelscheuer, Grand Duchy of Luxembourg;
  - (ii) MUCKLE Richard Anthony, born in Kingston-Upon-Thames, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 13 August 1976, residing at The Holt, Church Lane, Warlingham, CR6 9PG, Surrey, United Kingdom;
  - (iii) VAN DAELE Dirk Karel Judith, born in Ekeren, Belgium on 27 April 1961, residing at 6, Bergstrasse, 8810 Horgen, Belgium.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française de ce qui précède.**

L'an deux mille seize, le quatre mars.

Par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

Sapinda Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.176, ayant son siège social à 2, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

dûment représentée par Maître Philippe Harles, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 18 février 2016.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il souhaite constituer avec les statuts suivants:

### **A. Nom - Objet - Durée - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom - Forme.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Sapinda Invest Services S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

#### **Art. 2. Objet.**

2.1 La Société a pour objet de fournir à sa maison mère ou tout autre société qui appartient au même group toute service de gestion de bureau, gestion de portefeuille, gestion de risque, services de IT ou ressources humaines, de même que tout service en relation avec la gestion d'une société.

2.2 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

#### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

#### **Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand- Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

### **B. Capital social - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.



#### **Art. 6. Capital autorisé.**

6.1 Le capital autorisé, excluant le capital social, est fixé à un montant d'un million euros (EUR 1.000.000,-), représenté par un million (1.000.000) parts sociales avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler ou d'augmenter le capital autorisé conformément à cet article, le conseil de gérance est autorisé à émettre des actions, à attribuer des bons de souscription d'actions et à émettre tout autre type d'instrument convertible en parts sociales dans les limites du capital autorisé au profit des personnes et aux conditions qu'il estimera opportunes lui permettant notamment de procéder à cette émission sans qu'un droit préférentiel de souscription aux parts sociales nouvellement émises ne soit réservé aux associés existants. Cette autorisation pourra être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour la modification des statuts, à chaque fois pour une période ne pouvant excéder une durée de cinq (5) ans.

6.2 Le capital autorisé de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

#### **Art. 7. Parts sociales.**

7.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

7.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

7.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

7.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

#### **Art. 8. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.**

8.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

8.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

8.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

8.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

### **C. Décisions des associés**

#### **Art. 9. Décisions collectives des associés.**

9.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

9.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

9.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

9.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

**Art. 10. Assemblées générales des associés.** Des assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

#### **Art. 11. Quorum et vote.**

11.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

11.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même ordre du jour et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

**Art. 12. Changement de nationalité.** Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

**Art. 13. Modification des statuts.** Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

#### D. Gérance

##### **Art. 14. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.**

14.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

14.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

14.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

##### **Art. 15. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.**

15.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat. L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de catégories différentes, à savoir des gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et des gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»). Toute référence faite ci-après aux «gérants» doit s'interpréter comme une référence aux Gérants de Catégorie A et/ou Gérants de Catégorie B en fonction du contexte et le cas échéant.

15.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

##### **Art. 16. Vacance d'un poste de gérant.**

16.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente.

16.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

##### **Art. 17. Convocation aux réunions du conseil de gérance.**

17.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de deux gérants. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

17.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

17.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

##### **Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.**

18.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

18.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

18.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du



mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

18.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

18.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse où l'assemblée générale des associés a nommé des gérants de catégories différentes, le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B est présent ou représenté à la réunion du conseil de gérance.

18.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse où l'assemblée générale des associés a nommé des gérants de catégories différentes, les décisions doivent être adoptées par une majorité de gérants présents ou représentés comprenant au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

18.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

#### **Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.**

19.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par (i) le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou (ii) par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président le cas échéant, ou par deux (2) gérants.

19.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

#### **Art. 20. Rapports avec les tiers.**

20.1 La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B, le cas échéant, ou (ii) la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

### **E. Audit et surveillance**

#### **Art. 21. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).**

21.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

21.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

21.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

21.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

21.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

### **F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes**

**Art. 22. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

#### **Art. 23. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.**

23.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

23.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

23.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

23.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

#### **Art. 24. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.**

24.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

24.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

### **G. Liquidation**

#### **Art. 25. Liquidation.**

25.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

25.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

### **H. Disposition finale - Loi applicable**

**Art. 26. Loi applicable.** Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

#### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

#### *Souscription et paiement*

Les douze mille cinq cent parts sociales émises ont été souscrites par Sapinda Invest S.à r.l., susmentionnée, représentée comme indiqué ci-dessus, pour un prix de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est entièrement affecté au capital social.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

#### *Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500).

#### *Résolutions des associés*

Les associés fondateurs, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, ont adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 2, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérant pour une durée indéterminée:
  - (i) TICHEL Gordon Mager, né à New York, Etats-Unis d'Amérique le 14 septembre 1966, résidant à 2, um Haff, 1898 Kockelscheuer, Grand-Duché de Luxembourg;
  - (ii) MUCKLE Richard Anthony, né à Kingston-Upon-Thames, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 13 août 1976, résidant à The Holt, Church Lane, Warlingham, CR6 9PG, Surrey, Royaume-Uni; et
  - (iii) VAN DAELE Dirk Karel Judith, né à Ekeren, Belgique le 27 avril 1961, résidant à 6, Bergstrasse, 8810 Horgen, Belgique.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du comparant que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du/des comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Harles, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 11 mars 2016. GAC/2016/2018. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): C. BENTNER.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016082284/547.

(160048708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

**Lynxis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7594 Beringen, 17, rue des Noyers.

R.C.S. Luxembourg B 132.669.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091469/9.

(160060657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

**Herbalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9838 Eisenbach, 13, Wuelessers Wée.

R.C.S. Luxembourg B 204.784.

**STATUTEN**

Im Jahre zwei tausendsechzehn, den dritten März.

Vor der unterzeichneten Notarin Leonie GRETHEN, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

1. Frau Dr. Sigrid Dagmar Lieselotte TEUPE geb. WEYGAND, Ärztin, geboren in Berlin (D) am 4. Dezember 1956, wohnhaft in D-46282 Dorsten, Fährstraße 55;

2. Frau Freya Bernadette TEUPE, Ärztin, geboren in St. Petersburg (USA) am 10. August 1987, wohnhaft in D-06108 Halle (Saale), Geiststraße 21;

3. Frau Laura Bernice TEUPE, Studentin, geboren St. Petersburg (USA) am 23. Januar 1990, wohnhaft in D-06108 Halle (Saale), Geiststraße 21,

Hier vertreten durch Frau Dr. Sigrid TEUPE, vorbenannt, gemäß einer privatschriftlichen Vollmacht, welche ne varietur von der Bevollmächtigten der erschienen Person sowie der amtierenden Notarin paraphiert und dieser Urkunde beigegeben bleibt,

4. Frau Phyllis Isabelle TEUPE, Studentin, geboren in St. Petersburg (USA) am 2. April 1992, wohnhaft in D-44803 Bochum, Andreas-Hoferstraße 10.

Welche Komparanten die instrumentierende Notarin ersuchten, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

**Titel I. - Name, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

**Art. 2.** Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung Herbalux S.a r.l.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Parc Hosingen.

Er kann durch einen Beschluss des oder der Geschäftsführer der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz kann ebenfalls an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg durch einen Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter verlegt werden, der auf die Art und Weise gefasst wird, wie er für Satzungsänderungen vorgesehen ist

**Art. 4.** Die Gesellschaft hat zum Gegenstand die Entwicklung, Marketing und Vertrieb von Medizinprodukten, Nahrungsergänzungsmitteln und Medikamenten.

Die Gesellschaft kann sämtliche Geschäfte tätigen, welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck der Gesellschaft in Verbindung stehen. Auch kann sie sämtliche kaufmännische, finanzielle, mobiliare oder immobilare Tätigkeiten ausüben, die zur Förderung des Hauptzwecks der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar dienlich sein können.

**Art. 5.** Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

#### **Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile**

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundert fünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), welche integral gezeichnet und voll eingezahlt wurden.

**Art. 7.** Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar. Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter.

Bei den Übertragungen sind die Bestimmungen von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches einzuhalten.

#### **Titel III. - Verwaltung und Vertretung**

**Art. 8.** Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäß Artikel 200-2 des Gesetzes vom 18. September 1933 sowie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

**Art. 9.** Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmäßig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

**Art. 11.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 12.** Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt, gemäß den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äussern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Unkosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter beziehungsweise dem alleinigen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

**Art. 13.** Beim Ableben des alleinigen Gesellschafter oder einem der Gesellschafter erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

#### **Titel IV. - Auflösung und Liquidation**

**Art. 14.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der alleinige Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

**Art. 15.** Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

### Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

### Zeichnung und Zahlung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden wie folgt gezeichnet und der Nennwert zu einhundert Prozent (100%) in bar eingezahlt:

Gesellschafter	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile	eingezahlter Betrag
Frau Dr. Sigrid Dagmar Lieselotte TEUPE geb. WEYGAND, vorbenannt	EUR 8.750,-	70	EUR 8.750,-
Frau Freya Bernadette TEUPE, vorbenannt	EUR 1.250,-	10	EUR 1.250,-
Frau Laura Bernice TEUPE, vorbenannt	EUR 1.250,-	10	EUR 1.250,-
Frau Phyllis Isabelle TEUPE, vorbenannt	EUR 1.250,-	10	EUR 1.250,-
Gesamt:	EUR 12.500,-	100	EUR 12.500,-

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) steht der Gesellschaft daher von diesem Moment an zur Verfügung. Der Beweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, welcher erklärt, dass die Voraussetzungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung, gewahrt wurden.

### Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr eintausendeinhundert Euro (EUR 1.100,-).

### Erklärung

Die Komparenten erklären, dass die unterfertigte Notarin ihnen Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handelsermächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

### Ausserordentliche Generalversammlung

Anschließend an die Gründung haben die Gesellschafter sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengefunden, zu welcher sie sich als gehörig einberufen betrachten, und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf eins (1) festgesetzt.

2. Folgende Person wird auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführerin ernannt:

- Frau Dr. Sigrid TEUPE, Ärztin, geboren in Berlin (D) am 4. Dezember 1956, wohnhaft in D-46282 Dorsten, Fährstraße 55.

Die Gesellschaft wird durch die Einzelunterschrift der Geschäftsführerin rechtsgültig verpflichtet.

3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-9838 Eisenbach, 13, Wuelesser Wée, Gemeinde Parc Hosingen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung von allem Vorstehenden an die Komparenten, der Notarin nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit der Notarin unterschrieben.

Gezeichnet: S. Teupe, F. Teupe, P. Teupe, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/7691. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur* (signé): Paul MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 11. März 2016.

Référence de publication: 2016082017/126.

(160048821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

**Kensington UK Office (Crewe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.217.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth day of March.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:



Cains Trustees (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114731 and Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114717, both having their registered office at PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, acting in their capacity of joint trustees of Webb Commerce Property Unit Trust,

here represented by Ariane Klaps, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 3<sup>rd</sup> March 2016.

Said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of Kensington UK Office (Crewe) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand British pounds sterling (GBP 15,000.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 182217 (hereinafter the “Company”) and incorporated pursuant to a notarial deed dated 27 November 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 119 on 14 January 2014. The articles of association have been lastly amended pursuant to a notarial deed dated 29 May 2015 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2044 on 11 August 2015.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then reviewed the following agenda:

#### *Agenda*

1. Dissolution and liquidation of the Company;
2. Discharge to be granted to the managers of the Company;
3. Appointment of a liquidator and determination of its powers; and
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

#### *First resolution*

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the Sole Shareholder resolves to dissolve and liquidate the Company.

#### *Second Resolution*

The Sole Shareholder resolves to grant discharge and release from liability the managers of the Company for their conduct of the Company's affairs during their mandates.

#### *Third Resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to appoint FIDES (Luxembourg) S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 41469, as liquidator of the Company (the “Liquidator”).

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law, it being however specified that the Liquidator may not dispose of any real estate asset of the Company other than by way of distribution in specie to the Sole Shareholder. The Liquidator is relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of the Liquidator.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company's assets to the Sole Shareholder in cash and/or in kind in its sole discretion. Such distribution may take the form of one or more advance payments on future liquidation proceeds.

#### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le huitième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

#### A COMPARU:

Cains Trustees (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114731, et Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114717, les deux ayant leur siège social à PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, agissant en leur capacité de trustees conjoints de Webb Commerce Property Unit Trust,

ici représentée par Ariane Klaps, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 3 mars 2016. La procuration, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Kensington UK Office (Crewe) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quinze mille Livres Sterling anglaises (GBP 15.000,-), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 182217 (ci-après la «Société») et constituée selon acte notarié du 27 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 119 en date du 14 janvier 2014. Les statuts ont été récemment modifiés selon acte notarié du 29 mai 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2044 en date du 11 août 2015.

L'Associé Unique, représenté comme mentionné ci-dessus, a examiné l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Dissolution et liquidation de la Société;
2. Quitus aux gérants de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs; et
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'Associé Unique décide de dissoudre et de liquider la Société.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé unique décide de donner quitus aux gérants de la Société pour la gestion des affaires sociales durant leurs mandats.

#### *Troisième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé unique décide de nommer FIDES (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B41469, en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi étant toutefois précisé que le Liquidateur ne peut céder aucun actif immobilier de la Société autrement que par une distribution en nature au profit de l'Associé Unique.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs de la Société à l'Associé Unique en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une ou plusieurs avances sur le boni de liquidation futur.

#### *Frais et Dépenses*

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. KLAPS, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8140. Reçu douze (12.-) euros.

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016082077/122.

(160048955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

**NDT Operations Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 166.113.

In the year two thousand and sixteen, on the seventh of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

NDT European Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the law of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166094,

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on February 26<sup>th</sup>, 2016.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The sole shareholder is present or represented and declares that it has had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

II. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name of “NDT Operations Germany S.à r.l.” (hereinafter “the Company”), with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166113, incorporated by a deed of Maître Henri HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, dated December 15<sup>th</sup>, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of February 23<sup>rd</sup>, 2012 under number 482 and which by laws have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary of September 6<sup>th</sup>, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of October 28<sup>th</sup>, 2013, under number 2691.

III. The Company’s share capital is set at twenty-five thousand euro (EUR 25,000) represented by twenty-five thousand (25,000) shares, all with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

IV. The agenda of the meeting is the following:

1. To change the Company's financial year closing date, from September 30<sup>th</sup> to March 31<sup>st</sup> ;
2. To fix the next closing date year on March 31<sup>st</sup>, 2016.
3. To amend articles 16 and 17 of the Articles of Association.

V. The sole shareholder, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder decides to change the Company's financial year closing date, from September 30<sup>th</sup> to March 31<sup>st</sup>.

*Second resolution*

The sole shareholder decides to fix the closing date for this year, having started on October 1<sup>st</sup>, 2015, to March 31<sup>st</sup>, 2016.

The next financial year will start on April 1<sup>st</sup>, 2016 and end on March 31<sup>st</sup>, 2017.

### *Third resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder decides to amend articles 16 and 17 of the Articles of Association and to give them the following wording:

“ **Art. 16.** The Company's financial year begins on April 1<sup>st</sup> of each year and closes on March 31<sup>st</sup> of the following year.”

“ **Art. 17.** Each year, as of March 31<sup>st</sup>, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) and shareholders toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.”

### *Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with this operation, have been estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le sept mars.

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

NDT European Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit du Luxembourg, ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B166.094,

ici représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing-privé au Luxembourg le 26 février 2016.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'associé unique étant présent ou représenté et se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

II. La personne comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «NDT Operations Germany S.à r.l.» (ci-après «la Société»), ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166113, constituée par acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg en date du 15 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 482 du 23 février 2012 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentaire en date du 6 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2691 du 28 octobre 2013.

III. Le capital social de la Société est fixé à vingt-cinq mille euros (25.000.- EUR) représenté par vingt-cinq mille (25.000) Parts Sociales, d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Changement de la date de clôture de l'exercice social de la société du 30 septembre au 31 mars.
2. Fixation de la date de la prochaine clôture au 31 mars 2016.
3. Modification des articles 16 et 17 des statuts.

V. L'associé unique, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'associé unique décide de changer la date de clôture de l'exercice social de la société du 30 septembre au 31 mars.

### *Deuxième résolution*

L'associé unique décide de fixer la date de clôture de cette année au 31 mars, de sorte que l'exercice social ayant débuté le 1<sup>er</sup> octobre 2015 se termine le 31 mars 2016.

Le prochain exercice social commencera le 1<sup>er</sup> avril 2016 et se terminera le 31 mars 2017.

### *Troisième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'associé unique décide de modifier les articles seize et dix-sept des statuts pour leur donner la signification suivante:

« **Art. 16.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.»

« **Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 mars, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant un résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.»

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette opération, s'élève à environ mille trois cents euros (1.300.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 15 mars 2016. 2LAC/2016/5659. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016082204/118.

(160048554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

---

### **Crédit Agricole Réassurance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 31-33, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 29.439.

L'an deux mille seize, le quatorze mars.

Par-devant Nous Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de la société anonyme CREDIT AGRICOLE REINSURANCE S.A., ayant son siège social au 31-33, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 29439, constituée suivant acte reçu le 5 décembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 72 de 1989, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, le 19 décembre 2014, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 224 du 28 janvier 2015 (la «Société»).

### *Bureau*

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mathieu DELAPLACE, responsable juridique, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Alexandra RUSNAC, souscriptrice en réassurance, demeurant professionnellement à Luxembourg.

### *Composition de l'assemblée*

Le capital social de la Société, d'un montant de treize millions huit cent trente-huit mille trois cent soixante-huit euros cinquante-cinq cents (EUR 13.838.368,55), est représenté par trois cent vingt mille (320.000) actions nominatives sans



désignation de valeur nominale. La désignation des actionnaires présents ou représenté à l'Assemblée a été portée sur une liste de présence.

#### *Exposé du Président*

Le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Que l'Assemblée a l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Modification du premier alinéa de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, et chaque fois que deux administrateurs le demandent, sur convocation et sous la présidence du président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur désigné par ses collègues. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Tout administrateur empêché ou absent peut désigner par écrit, par télécopie, télécourrier, télex ou courriel un de ses collègues du Conseil pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place.»;

2. Modification de l'article 10 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 10.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration peut déléguer, en précisant dans une délibération particulière la portée de la délégation opérée, ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais n'ont pas besoin d'être administrateurs.

Le Conseil d'Administration peut également conférer des pouvoirs et mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des agents de son choix.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions prévues par la loi.»;

3. Modification du premier alinéa de l'article 15 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit au siège social de la société, ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le premier mercredi du mois de mars à 11:00 heures.»;

4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

#### *Délibération et résolutions prises par l'Assemblée*

Ces faits reconnus exacts par l'Assemblée, celle-ci, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, et chaque fois que deux administrateurs le demandent, sur convocation et sous la présidence du président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur désigné par ses collègues. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Tout administrateur empêché ou absent peut désigner par écrit, par télécopie, télécourrier, télex ou courriel un de ses collègues du Conseil pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place.»;

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 10.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration peut déléguer, en précisant dans une délibération particulière la portée de la délégation opérée, ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais n'ont pas besoin d'être administrateurs.

Le Conseil d'Administration peut également conférer des pouvoirs et mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des agents de son choix.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions prévues par la loi.»

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 15 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit au siège social de la société, ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le premier mercredi du mois de mars à 11:00 heures.»

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison des présentes est évalué à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

#### *Clôture*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

Dont acte, fait et dressé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau et les mandataires des actionnaires représentés ont signé le présent procès-verbal avec Nous, notaire.

Signé: M. DELAPLACE, A. RUSNAC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8606. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé):* P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016081894/107.

(160048889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

---

#### **LM Equity S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 72, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 117.661.

Les comptes annuels au 30-09-2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091455/9.

(160059923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

#### **Lock Syndication S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 127.968.

Les comptes annuels au 30 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091457/9.

(160060414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---